

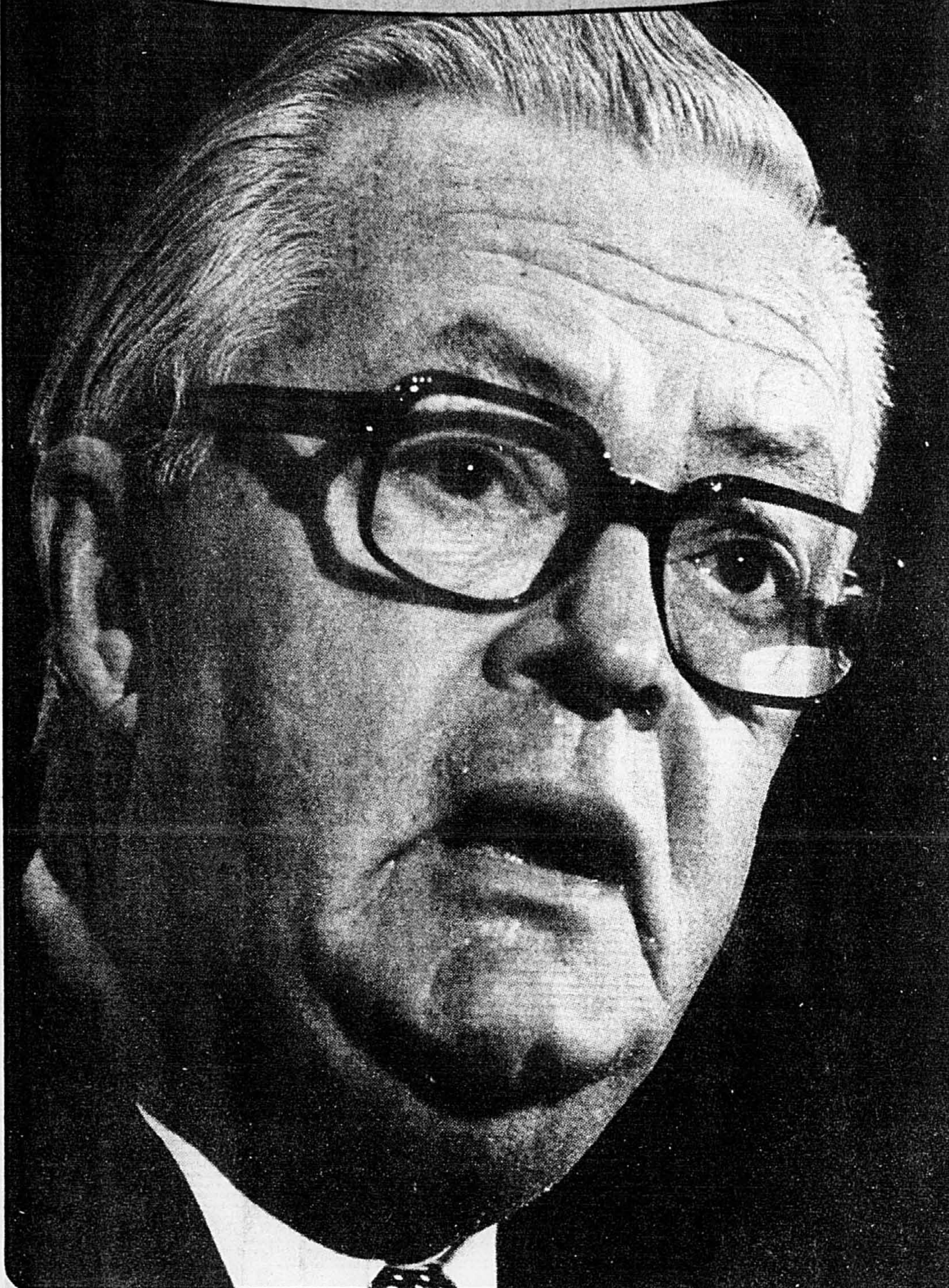


photo Pierre McCann

QUÉBEC EN DEUIL POUR TROIS JOURS LE PÈRE DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE N'EST PLUS

■ Un deuil de trois jours a été décrété par le gouvernement pour rendre hommage à l'ex-premier ministre Jean Lesage, décédé au cours de la nuit de jeudi d'une crise cardiaque, à l'âge de 68 ans. De plus, le gouvernement a créé un précédent en décrétant des obsèques officielles, qui se dérouleront lundi dans la cathédrale de Québec, sous la présidence du cardinal Maurice Roy, archevêque de Québec. Le décès de l'ancien premier ministre a été annoncé à l'Assemblée nationale par le chef de l'opposition, Claude Ryan, qui a souligné que les Québécois avaient une dette énorme envers M. Lesage, parce qu'il a été l'instigateur du mouvement de transformation du Québec qui en a fait une société moderne. Des témoignages de respect et d'affection ont émané de nombreuses personnalités, et le député Claude Charron les a résumés d'une façon particulièrement touchante en déclarant que les gens de sa génération avaient été doublement affectés cette semaine, en perdant d'abord tragiquement un symbole de cette génération, puis en apprenant la disparition de «celui qui nous a permis de devenir la première génération instruite du Québec».

NOS INFORMATIONS EN PAGES A 5, B 1 à B 4, E 1 et H 25

**MARDI
CAHIER
SPÉCIAL
SUR
L'ALBERTA**

**LOUGHEED NE CÉDERA
JAMAIS À OTTAWA**

page F 1

L'ITALIE SINISTRÉE LES 1,575 DISPARUS RISQUENT DE L'ÊTRE POUR DE BON

Un reportage de l'envoyée spéciale
de LA PRESSE, Huguette Laprise

photo Réal St-Jean

page G 3



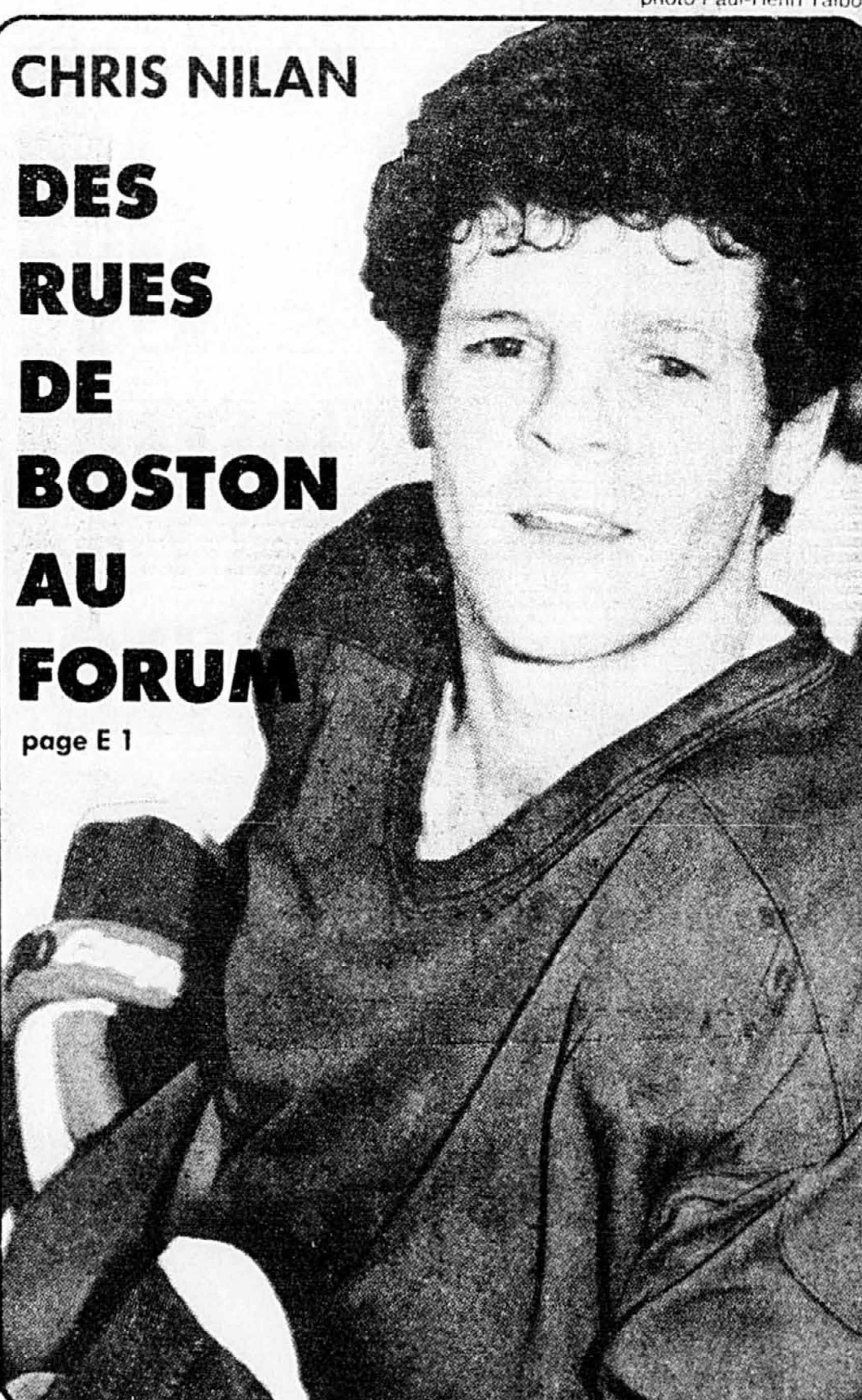
L'ENNUI DE LA BANLIEUE

■ Louis Saia et Claude Meunier, co-auteurs de «Les voisins», qui prend l'affiche mercredi au théâtre de Jean Duceppe, ont voulu montrer dans leur pièce l'incommunicabilité des êtres et les automatismes du langage dans une ville de banlieue. Ils ont choisi comme voisins des habitants de la banlieue que nous retrouverons sous les traits, entre autres, de Jean Besré, Hélène Loiselle, Monique Miller et Robert Rivard.

page D 1

CHRIS NILAN DES RUES DE BOSTON AU FORUM

page E 1



SOMMAIRE

Annonces classées: H 1 à H 22
Arts et Lettres: D 1 à D 27
Bandes dessinées: ● 14
Ebricolage: H 21
Carrières et professions: ● 1 à ● 13
Décès, naissances, etc.: H 232
Échecs: ● 16
Économie: C 1 à C 8
Êtes-vous observateur?: H 8
FEUILLETON: H 3
Gastronomie: D 31

Jardinage: H 2
Le monde: H 28 à H 30
Nos amis les bêtes: H 14
Quoi faire la semaine prochaine: F 3
Radio et télévision: F 3, F 6
Restaurants: D 28 à D 32
Sciences: ● 15, G 7
Sports: E 1 à E 9
Timbres: ● 16
Vacances-voyages: ● 1 à ● 12
Vivre aujourd'hui: G 1, G 2

TÉLÉ-MÉDIC POURRAIT REPRENDRE SES SERVICES AUJOURD'HUI

page H 24

ÉDITO

**LE PÈRE DU
QUÉBEC
MODERNE
EST MORT**

PAR MARCEL ADAM

page A 4

UN
SIMPLE
NUMÉRO
DE

6

CHIFFRES
POUR GAGNER
VOTRE MILLION

LA
NOUVELLE
Super Loto

**DES
MILLIONS ET
DES NUMÉROS MOBILES!**



La fine pointe des loteries

Lévesque s'est bien gardé de crier «Vive la Wallonie libre»

■ **LIEGE** — C'est par des manifestations d'enthousiasme rappelant les plus chaudes assemblées indépendantistes que le premier ministre René Lévesque a été reçu hier dans la métropole de la Wallonie.

Les 500 personnes qui s'étaient massées dans une salle du Pa-

LOUIS FALARDEAU
envoyé spécial de LA PRESSE

lais des Congrès de Liège pour entendre sa conférence, l'ont longuement ovationné avant et après son discours. Plusieurs agitaient des drapeaux du Québec ou de la Wallonie, d'autres scandaient «René, René», «Wallonie indépendante» ou encore «Québec-Wallonie, même combat».

Mais les partisans de la Wallonie libre, qui semblaient espérer communiquer leur enthousiasme à M. Lévesque comme les Québécois l'avaient fait à l'égard de De Gaulle en 67, seront restés sur leur appétit.

Le premier ministre s'est bien gardé de crier «Vive la Wallonie libre». Il a plutôt parlé avec une

certaine sympathie des nouvelles institutions que s'est données la Belgique et qui permettent aux francophones un plus grand degré d'autonomie au moyen de leur Région wallonne et de leur Communauté française.

Il a consacré l'essentiel de son discours à la langue française et à la francophonie, de laquelle il a dit que si elle naît d'abord d'une communauté de langue, elle doit aussi être autre chose, un jeu d'échanges dans des secteurs variés, au risque de n'être qu'une pièce de musée.

Il a également parlé de la situation québécoise, voulant convaincre ses auditeurs que la défaite du «oui» au référendum ne signifiait nullement que l'avenir était «bouche». Il a dénoncé la «campagne répugnante» des tenants du «non» et longuement expliqué le «coup de force» qui a suivi.

M. Lévesque avait mis fin au milieu de l'après-midi à la première partie de sa visite en Belgique, celle organisée par la communauté française. Il a ensuite été pris en charge par la Région wallonne qui l'y a amené d'abord dans la «capitale»,

Namur, puis à Liège, la métropole. Il complète sa tournée aujourd'hui par une brève visite en pays flamand.

En après-midi, MM. Lévesque et Michel Hanssens, le président de l'exécutif de la Communauté française, ont publié un communiqué commun — sans surprise après les entretiens de la veille — et donné une conférence de presse conjointe.

Le communiqué fait état d'une identité de vues quant à l'avenir de la francophonie internationale. Tous deux estiment que la présence de l'autre est indispensable et ils ont décidé de coordonner leur action. Est-ce à dire que la Communauté francophone belge n'irait pas à un «Dakar» où le Québec ne serait pas invité? a-t-on demandé à M. Lévesque. Il a répondu qu'il n'y avait pas eu d'engagement formel en ce sens.

Mais c'est presque ce que veut dire le communiqué et le premier ministre s'est à plusieurs reprises par la suite réjoui de l'appui des Belges francophones en cette matière.

Au chapitre de la coopération, le communiqué fait état du désir des deux parties de mettre l'accent sur les échanges dans le domaine de la jeunesse, du livre et de la coopération inter-universitaire.

On ajoute que la communauté française a proposé d'étendre la coopération au domaine de la santé publique, de la politique sociale et de la formation, et que

le Québec s'est dit d'accord pour élargir la coopération.

Seule ombre au tableau, M. Lévesque n'aura pas vu le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, trop occupé mais qui a pourtant trouvé le temps d'accorder une longue entrevue au *Journal de Montréal*. Il a cependant vu le roi au cours d'une audience strictement privée.

Hier midi, le ministre Bernard Landry a été chaleureusement accueilli à un déjeuner de la Chambre de Commerce de Bruxelles. Il a consacré son discours à faire la promotion du potentiel économique du Québec, insistant particulièrement sur l'abondance de l'énergie hydro-électrique et sur son coût relativement très faible.

Il a souhaité que les relations économiques entre la Belgique et le Québec soient intensifiées, chacun pouvant y trouver avantage. Si la Belgique s'affirme comme porte d'entrée du monde du Marché commun, a-t-il dit, le Québec peut devenir la base du déploiement des entreprises belges et européennes en Amérique du Nord.

Interrogé par les journalistes sur la raison qui l'avait amené à faire un détour par Paris avant de venir à Bruxelles, M. Landry a répondu qu'il avait rencontré le président et la direction de l'importante société Téchiney. Mais il n'a pas voulu confirmer une rumeur persistante voulant qu'elle investisse au Québec, se contentant de dire en souriant: «Attendez les nouvelles».

LE CARNET AMÉRICAIN

Nancy Reagan sait se servir d'un revolver

■ **WASHINGTON** — Le comptoir se trouvait derrière le rayon des skis. Le jeune vendeur haussa les épaules en nous montrant sa panoplie. «C'est malheureusement tout ce qui nous reste, dit-il, dépité... Que voulez-vous, c'est le temps de Noël, on ne suffit pas à la demande.»

A côté d'un gros 45 à double chargeur, deux minuscules berretes ressemblaient à des jouets. «Ce sont les femmes surtout qui se procurent des berretes pour préciser le jeune armurier. Pour ma part, j'y préfère le 357 Magnum. Ça, c'est du pistolet. Tenez, voici». Sa main alla chercher le revolver et il se mit à le manipuler de façon experte, faisant tourner le barillet tout en le soupesant. «Et puis, c'est un pistolet tellement confortable... Tenez, prenez-le... Hein, c'est du solide non? Il est ultra balancé... avec ça vous percez presque un bloc de moteur. Nous l'avons en spécial pour \$425.00. Un bon affaire».

Vendredi soir dernier, le docteur Michael Halberstram, dans le Westmount de Washington, se fit assassiner par un cambrioleur. Lundi, à côté du Press Building, un client ouvrit le feu sur un voleur de banque alors que celui-ci venait à peine de commettre un hold-up. Le passant rata sa cible de justesse et le fuyard riposta en lui vidant son chargeur de 38 dans le corps. Et puis le même jour, à New York, John Lennon mourait de la même façon, en face de chez lui. Tous les jours, 54 Américains meurent ainsi.

John Atkins, porte-parole de la «National Rifle Association» (NRA) l'un des lobbies les plus puissants à Washington, déplore, bien sûr, la mort de John Lennon. «Mais ce que ça prouve,

déclarait-il hier à LA PRESSE, c'est que les lois visant à contrôler les revolvers sont parfaitement inutiles et n'aident en rien à prévenir de tels incidents».

La NRA s'oppose fermement à toutes les lois fédérales existantes ou imaginaires visant à interdire l'achat, la possession et le port de revolvers et cela au nom de la constitution américaine qui reconnaît au peuple le droit inaliénable de prendre les armes.

«De quel droit l'Etat pourrait-il interdire à un citoyen honnête le droit fondamental de défendre les siens? de soutenir Atkins avec ferveur. Ce ne sont pas les armes qui tuent les gens, ce sont les gens qui s'entre-tuent».

Grâce à ce sophisme, malgré la mort d'Abraham Lincoln, de John F. Kennedy, de Martin Luther King, de John Lennon et de milliers d'autres, le Sénat américain n'a jamais pu faire passer le moindre projet de loi visant à abolir, ou même seulement à restreindre, l'usage des pistolets.

Résultat, on compte officiellement 50 millions de revolvers en Amérique et plus de 200 millions d'armes à feu de tout genre. «Si, par hypothèse, le Sénat décidait de légiférer, comment la police parviendrait-elle à appliquer la loi et à récupérer un tel arsenal? Seuls les gens honnêtes se soumettraient au code pénal pour se retrouver ensuite complètement sans défense...»

Jeudi dernier, Nancy Reagan confiait aux journalistes qu'elle possédait une arme, un petit revolver de poche de calibre 25. «Ronald m'a appris à m'en servir, dit-elle. Bien sûr, quand nous habiterons Washington, je n'en aurai plus besoin, les agents secrets seront là pour nous protéger...»

LOTO 6/36

Les six numéros gagnants sont:
13 — 15 — 17 — 18 — 20 — 25
complémentaire: 23

MINI-LOTO

Les détenteurs des billets numérotés 241161 gagnent \$50,000

FESTIVITÉS DE NOËL

à Val-Morin dans les Laurentides
20 DÉCEMBRE - 2 JANVIER



SWAMI VISHNU DEVANANDA
Vacances de yoga

Asanas, pranayama, méditation, ski alpin jour et nuit, ski de fond, sauna, cuisine végétarienne.

Menaka Thakar — danse indienne
S. Sharma — concert de Veena
Harry Wagshal — violon
Abel Nagy Toth-Toth — guitare classique

14 jours \$250 \$20 par jour
étudiants \$185 étudiants \$15

Pour recevoir une brochure gratuite, écrivez ou téléphonez à
SIVANANDA ASHRAM
YOGA CAMP

8e Avenue, Val-Morin, Québec
J0T 2R0

(514) 279-3545 (819) 322-3226

Nom _____

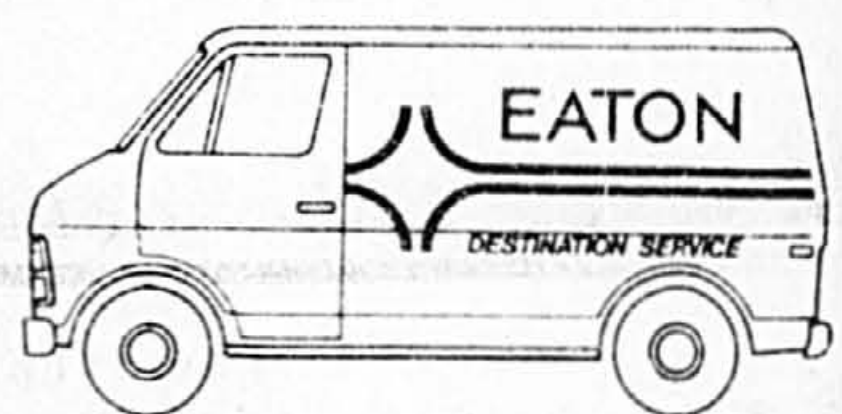
Adresse _____

\$25 de dépôt inclus !

DESTINATION SERVICE

Montréal et sa banlieue
TÉLÉPHONE: 342-2060

Appelez Eaton pour la réparation rapide de téléviseurs, machines à laver, sèche-linge, cuisinières, lave-vaisselle et appareils de réfrigération. Nous réparons les appareils Viking Eaton ainsi que la plupart de ceux de marques connues. Plan d'entretien prolongé. Vente de pièces à l'unité.



EATON

- Rencontrer quelqu'un
- Partager ses affinités
- Connaître le bonheur
- Se sentir respecté, si tel est votre souhait venez consulter un spécialiste de C.U.R.H. et comme d'autres vous serez enchanté d'avoir fait appel à nos services

Pour entrevue **381-8043**



Centre Universel de Relations Humaines
50 ouest, Crémazie
Suite 340
Montréal H2P 2S9
Tel.: 381-8043

Service de consultations:

- service d'écoute, se sentir écouté par quelqu'un d'attentif à la personne (service personnel);
- service de relation d'aide pour ceux qui ont besoin de faire le point à un moment de leur existence (sur rendez-vous);
- psychologue-conseil pour entrevue personnelle.

Sessions de formation

Ce qui différencie C.U.R.H. c'est à la fois la qualité de son service de rencontres et la diversité de ses autres services, mis à la disposition des gens qui désirent en bénéficier.

Pour entrevue gratuite d'informations: **381-8045**

SAMEDI 13 DÉCEMBRE DANS

lisez les cahiers suivants:

- LA BAIE
- OXFAM

la presse

La Quotidienne
Tirage d'hier
7 - 8 - 1

RIVE SUD
676-0253

MONTRÉAL 255-8848

LAVAL
866-5548

DEPUIS 1972

TEMPO-Fab inc.
LE FABRICANT QUI A POPULARISÉ (LE GARAGE) TEMPORAIRE DEPUIS 1971

VENTE

LOCATION

820 BOUL. TASCHEREAU, GREENFIELD PARK / 1780 RUE ALLARD, BROSSARD

la 1^{re} auto louée au Québec.
Omer Barré l'a fait!

Louez pour éviter les ennuis

BUICK, PONTIAC, CHEVROLET, OLDSMOBILE, CADILLAC ET CAMIONS GM
POUR LIVRAISON IMMÉDIATE
BAUX DE 24 - 30 - 36 MOIS
5987, AVENUE VERDUN — VERDUN
768-2551



DIVISION DE **OMER BARRÉ**

LA MÉTÉO à Montréal

AUJOURD'HUI
Minimum: Maximum: -18
Dég. en matinée, ensol. par la suite, vents modérés

DEMAIN

Ensolleillé et très froid

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—	-23	Dég. et ensol. par la suite	Gén. ensol. et très froid
Outaouais	—	-18	Dég. et ensol. par la suite	Ensol. et très froid
Laurentides	—	-20	Dég. et ensol. par la suite	Gén. ensol. et très froid
Cantons de l'Est	—	-18	Dég. et ensol. par la suite	Ensol. et très froid
Mauricie	—	-18	Neige et dégl. par la suite	Gén. ensol. et très froid
Québec	—	-18	Neige et dégl. par la suite	Gén. ensol. et très froid
Lac-Saint-Jean	—	-18	Neige et dégl. par la suite	Gén. ensol. et très froid
Rimouski	—	-12	Neige (5 à 10 cm), venteux	Neige, venteux et froid
Gaspésie	—	-18	Neige (5 à 10 cm), venteux	Neige, venteux et froid
Bas-Caraïbe	—	-15	Neige (5 à 10 cm), venteux	Ciel variable, très froid
Sept-Îles	—	-15	Neige (5 à 10 cm), venteux	Ciel variable, très froid

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Averses	Victoria	4	7
Alberta	Nuageux	Edmonton	-14	-6

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	-6	-4	Miami	14	27	Pittsburgh	-4	-
Buffalo	-	-	New York	-4	3	San Francisco	3	16
Chicago	-7	-6	N.Y.-Orléans	2	13	Washington	2	6

vers les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	7	11	Hong Kong	16	19	Oslo	-6	-1
Athènes	5	14	Le Caire	10	23	Paris	0	6
Berlin	5	8	Lisbonne	6	15	Rome	1	4
Bruxelles	0	5	Londres	8	13	Séoul	-8	-6
Buenos Aires	24	33	Madrid	1	10	Stockholm	-7	-2
Copenhague	7	8	Moscou	-20	-12	Tokyo	5	16
Génève	-6	3	Mexico	5	21	Vienne	2	5

vers les plages

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
Acapulco	22	32	Bermudes	15	23	San Juan	24	29
Barbade	23	29	Nassau	18	28	Trinidad	22	31

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E. 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2P 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Fleuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe» — Enregistrement numéro 1400 — Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS

LIVRAISON À DOMICILE	Lundi au samedi	\$1.75
	Lundi au vendredi	\$1.25
	Samedi seulement	0.75

TARIFS D'ABONNEMENTS PAR COURRIER (Surface)

Nombre de semaines	13	26	52
CANADA	\$37.00	\$74.00	\$148.00
Lundi au samedi	\$24.00	\$48.00	\$96.00
Lundi au vendredi	\$13.00	\$26.00	\$52.00
Samedi seulement			

ÉTATS-UNIS ET PAYS ÉTRANGERS

Nombre de semaines	13	26	52
Lundi au samedi	\$72.80	\$145.60	\$291.20
Lundi au vendredi	\$52.00	\$104.00	\$208.00
Samedi seulement	\$20.80	\$41.60	\$83.20

*Durée minimum 13 semaines

INFORMATION GÉNÉRALE 285-7272
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
RELATIONS DE TRAVAIL 285-7383

ANNONCES CLASSEES
Commandes 285-7111
Publicité (Lundi au vendredi 9h à 17h)
Four changer 285-7205

GRANDES ANNONCES
Détailants 285-7202
National, Télé Presse 285-7306
Vacances, voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6901

Pour vous abonner, nos bureaux sont ouverts de 7h à 18h (samedi: 7h à 15h) 285-6911

Poursuite de \$250,000 contre deux médecins

Une mère de deux enfants en bas âge, Mme Andrée Bissonnette-Bisson, a inscrit hier en Cour supérieure, une réclamation de \$250,000 contre

ANDRÉ CÉDILOT

deux médecins de l'hôpital Fleury qu'elle tient responsables des troubles mentaux incurables dont souffre actuellement son mari, interné à l'hôpital Lafontaine.

C'est le 13 décembre 1977, selon la requérante, que M. Gilles Bisson, alors âgé de 35 ans, se plaignant de maux de tête, s'est présenté au dispensaire de l'hôpital Fleury, où le docteur Serge Côté, après l'avoir examiné, le renvoyait à la maison en lui prescrivant certains médicaments pour soulager la douleur.

Cinq jours plus tard, comme les choses n'allaient pas mieux, M. Bisson retournait à l'hôpital Fleury, cette fois en demandant qu'on le garde, le temps que les

médecins découvrent l'origine de ses fameux maux de tête.

En dépit de l'insistance et des lamentations de son mari qui, de dire Mme Bisson dans sa requête, «répétait son mal en geignant et s'empêchait visiblement de pleurer», le docteur Nagwa Sabonghy, de service ce jour-là à l'urgence, refusa de l'hospitaliser, se contentant de lui prescrire d'autres médicaments.

Toujours d'après Mme Bisson, dès le lendemain, son époux commençait à délirer, si bien que le 20 décembre elle décidait de le reconduire à nouveau à l'hôpital Fleury. A ce moment, selon elle, le patient ne pouvait plus parler, n'émettait plus de son, avait un regard bizarre, ne pouvait plus se servir de ses mains et ne réagissait plus à la douleur.

L'équipe médicale sur place ordonna alors immédiatement son transfert à l'hôpital du Sacre-Cœur de Cartierville afin qu'un neurologue pratique sur lui une intervention chirurgica-

le. Par la suite, M. Bisson a dû subir au moins deux autres opérations cervicales.

Un peu plus de trois mois plus tard, M. Bisson était confié à l'hôpital Louis-H. Lafontaine, où il est depuis considéré dans un état permanent de déficience mentale. Mme Bisson a même obtenu l'an dernier, via la curatelle publique, la gestion de tous ses biens. Elle doit voir également à élever les deux enfants du couple, Karine, 3 ans et demi, ainsi que Benoît, qui aura 9 ans le mois prochain.

Invokant une dizaine d'arguments, Mme Bisson impute à la faute, à l'imprudence, à la négligence et à l'incurie des docteurs Côté et Sabonghy la maladie de son époux. A ces deux médecins ainsi qu'à la compagnie Canadian Medical Protective Association, leur assureur, elle réclame \$196,500 en dommages, au nom de son mari. S'ajoutent à ces frais, \$55,500 pour elle et ses deux enfants.

quelques accrochages, circulation ralentie.

Un dégagement était prévu pour ce matin, suivi d'un ensoleillement avec des vents modérés. Pour demain, ensoleillé et très froid: -18°C.

GP
Georges Pouliot
Fournitures Inc.
4435 rue de La Roche
Tél: 527-8884
FABRIQUE
ET JAMAIN
REPRODUIT UN
QUALITÉ ASSURÉE

QUELQU'UN
EST LA
POUR VOUS
ECOUTER
ET VOUS AIDER

Les ANNONCES
CLASSÉES
285-7111

CHEZ
CLOUTIER
384-4990
1221 est, rue FLEURY 2595, DE SALABERRY

Serge Parent, pharmacien
1221 est, rue Fleury 2595, de Salaberry
Ouvert de 9h à 23h Ouvert de 9h à 22h
Service de livraison 7 jours par semaine

LUXUEUX CONDOMINIUMS LE VERSAILLES RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT PHASE II OCCUPATION SEPTEMBRE 81

CARACTÉRISTIQUES:

- Piscines intérieure et extérieure
- Courts racket-ball, jeu de galeis
- Badminton intérieur
- Sécurité maximum
- Marina, tennis
- Air climatisé — génératrice d'urgence
- Beaucoup d'autres avantages

PHASE II

DOMAINE de l'Île Paton

LAVAL

Pour s'y rendre, prenez l'autoroute 13, puis le boulevard. Sans son ou en core l'autoroute des Laurentides puis le boulevard. L'entrée se trouve à la Promenade Des Îles.

4020, Promenade Paton, Île Paton, Que. Tél. 688-8440



Un lecteur qui m'a demandé de taire son nom, sans doute pour ne pas subir les foudres des «aubergines» (ou «Vampires» pour reprendre sa sémantique), n'est absolument pas d'accord avec l'opinion que j'émettais récemment sur l'efficacité des préposés au stationnement illégal.

Pour avoir vécu lui-même l'expérience d'un parking sans surveillance (ce que je déplorais en parlant de la parcométrie qui s'est emparée de l'administration municipale), il m'assure que «cette espèce tératologique que sont les hommes verts sont à la hauteur de la vigilance dont leur cerveau téléguider a été muni. Je peux vous assurer que notre stationnement était toujours bien «couvert» et que nous n'avons jamais eu de problème».

Et il poursuit: «Tout comme des automates, ces stryges n'ont qu'une idée au cerveau mécanique, soit celle de coller des contraventions dans des endroits bien précis. Aucun discernement, aucun jugement, aucune distinction de faits, aucune circonspection, aucune réflexion. Ils oeuvrent dans un grouillage cynique et démentiel».

Je vous jure que je l'ai cité textuellement. Et devant un jugement aussi dithyrambique sur l'efficacité des «aubergines» j'émetts le souhait qu'il en sera ainsi, coin Saint-Dominique et La Gauchetière...

Inquiétude au sujet des MRC

Quand Jean-Guy Bédard est venu me faire part du projet de création d'une ou de plusieurs municipalités régionales de comtés (MRC) sur la rive sud, je lui avais souligné mes appréhensions bien personnelles, notamment ma crainte de voir naître un autre monstre semblable à la Communauté urbaine de Montréal.

Or, je constate que je ne suis pas le seul dans cette position. Les soirées de consultation pilotées par Bédard mettent en lumière les inquiétudes des citoyens, lesquelles gravitent fina-

lement autour de la même crainte que la mienne. L'ami Bédard aura donc fort à faire à convaincre les citoyens de l'utilité des MRC, même si la loi 125 ne leur laisse guère le choix (ils décident ou le gouvernement décide pour eux!).

Oui, le ridicule peut tuer...

Un confrère du matin s'offusque du fait qu'en francisant le nom du «Mont Tremblant Lodge», les administrateurs aient opté pour la raison sociale «Station touristique du Mont-Tremblant», en disant que ce nom lui fait plutôt penser à une gare de chemin de fer.

Ce confrère n'a certainement pas voyagé beaucoup, puisqu'il est dans les légions dans le monde les stations balnéaires, stations de sports d'hiver, station touristiques, stations météorologiques, etc., et elles n'ont rien de ferroviaire. Dans le fond, c'est plutôt contre la francisation qu'il en a, et il eût été beaucoup plus courageux de sa part de l'admettre...

Une industrie de \$2 milliards

Il est étonnant que les restaurateurs du Québec aient autant de difficultés à gagner leur point auprès du gouvernement provincial, surtout quand on sait que les 12,000 restaurants du Québec enregistrent un chiffre d'affaires global de \$2 milliards, assurent de l'emploi à 50,000 personnes et achètent 25 pour cent de la production agro-alimentaire du Québec.

Et leur demande pour l'abolition de la taxe sur les repas est d'autant plus justifiée que le Québécois vient au deuxième rang au Canada (derrière la

Colombie-Britannique) pour la moyenne per capita de repas pris à l'extérieur du foyer, soit \$325 par année, ce qui représente 40 pour cent du budget alimentaire du Québécois moyen.

Le boom natal de Mississauga

En terminant, deux petites nouvelles que vous n'avez peut-être pas vues dans les media francophones. D'abord, cette constatation que les naissances à Mississauga ont accusé 50 pour cent d'augmentation en août 1980 par rapport à août 1979 (292 contre 194). Pas besoin d'être fort en mathématiques pour constater que ce boom natal était survenu neuf mois après le déraillement de wagons chargés de chlore.

Relation de cause à effet? Peut-être, même si les sociologues hésitent encore à l'affirmer tant qu'ils n'auront pas comparé ces données avec celles du Toronto métropolitain. Leur réticence sera peut-être vaincue quand ils constateront que pendant le même mois, les naissances ont accusé une diminution de 8,6 pour cent dans le Toronto métropolitain...

Enfin, je trouve brillante l'idée de la Fondation de la Recherche sur l'alcoolisme de l'Ontario de lancer sur le marché un alco-calculateur de poche qui vous permet de vérifier si vous êtes en état de conduire votre voiture au sortir du «party» de bureau. Similaire à une règle à calcul, l'alco-calculateur tient compte de trois facteurs: le nombre de verres, le temps écoulé depuis l'ingurgitation et le poids du buveur.

Voilà une idée que la Ligue de sécurité du Québec devrait reprendre à son compte...

LESAGE LAMOTHE COSSETTE
OPTICIENS D'ORDONNANCES

LUNDI, MAR., MER.: 9 h a.m. à 6 h p.m.
JEUDI, VENDREDI: 9 h a.m. à 9 h p.m.

PRESCRIPTIONS DE LUNETTES
LENTILLES CORNÉENNES SOUPLES OU RIGIDES
LENTILLES PROGRESSIVES

MONTREAL

- 3425 rue St-Denis (Métro Sherbrooke)
- POLYCLINIQUE DE MONTREAL
12245 rue Grenet (Cartierville)
- 5000 Boul. St-Laurent (Boul. St-Joseph)

LAVAL

- POLYCLINIQUE MEDICALE CONCORDE
300 est Boul. de la CONCORDE (Duvernay)

UN SEUL NUMERO DE TELEPHONE 845-4221

Les régimes d'épargne-retraite de la Fiducie du Québec

Un choix judicieux en vue de la retraite

La Fiducie du Québec a mis au point à votre intention une gamme complète de régimes enregistrés d'épargne-retraite. Vous avez le choix parmi plusieurs régimes qui se distinguent par leur véhicule de placement.

Le régime Dépôts garantis*
Un choix judicieux qui garantit un rendement élevé.

Votre capital est entièrement garanti. Le taux d'intérêt élevé est lui-même garanti, de la date d'émission du certificat jusqu'à son échéance.

Le régime Dépôts garantis ne comporte aucuns frais d'adhésion, d'administration ni de fermeture. Contribution minimum: 500\$.

Le régime Fonds Desjardins**
Un choix judicieux qui procure un rendement élevé et une grande flexibilité.

Ce régime vous offre un choix de véhicules de placement qui génèrent leurs revenus à partir, soit de prêts en première hypothèque, soit d'actions ou d'obligations. Contribution initiale minimum: 500\$.

Vous pouvez ensuite effectuer des contributions supplémentaires au moment de votre choix.

Le régime Gestion autonome
Un choix judicieux pour gérer vous-même votre portefeuille.

C'est vous qui administrez vos placements, soit en nous envoyant vos instructions par la poste, soit par l'intermédiaire du courtier ou du conseiller financier que vous avez mandaté. La Fiducie du Québec ne se garde que le rôle de fiduciaire; c'est vous qui contrôlez vos investissements.

Le régime Obligations d'épargne
Un choix judicieux quand on ne dispose pas d'argent liquide... mais d'obligations.

Incluses dans un régime enregistré d'épargne-retraite, vos obligations d'épargne du Canada et du Québec sont déduites de votre revenu imposable au plein montant de leur valeur nominale et des coupons non encore encaissés, l'année où vous les déposez dans votre régime.

Le rendement de vos obligations s'en trouve considérablement accru. Vos obligations restent encaissables en tout temps.

*Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec.
**Les unités des Fonds Desjardins ne se vendent que par l'intermédiaire de prospectus. Vous pouvez les obtenir sur demande.

Nos conseillers se feront un plaisir de vous fournir plus d'informations et de vous offrir le Guide des régimes enregistrés d'épargne-retraite de la Fiducie du Québec.

Venez ou téléphonez.



MONTREAL
Complexe Desjardins:
281-8840
De l'extérieur, sans frais
1-800-361-6840, poste 8840

LAVAL
Place Val des Arbres:
668-5223
De l'extérieur, sans frais
1-800-361-3803

desjardins

Fiducie du Québec

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DOUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

Le père du Québec moderne est mort

■ Avec le décès de Jean Lesage le Québec perd un de ses fils les plus méritoires, un de ceux qui, dans le domaine politique, aura le plus fait pour le progrès social et l'épanouissement culturel de la société québécoise.

Ayant présidé, comme chef du gouvernement québécois durant six ans, à une vaste et profonde transformation sociale qui n'a peut-être pas d'équivalent dans les démocraties occidentales, Jean Lesage passera à l'Histoire comme le grand responsable de la mutation du Québec en une société moderne, résolument engagée sur la voie du progrès, déterminée à maîtriser son destin et à le façonner à l'image de sa spécificité culturelle.

Les jeunes qui ne savent pas et les autres qui oublient ne se rendent pas compte que le Québec d'aujourd'hui, qui a toutes les ambitions et qui ne craint aucun défi, était, il y a moins de vingt ans, une société timorée et arriérée à plusieurs égards. L'arrivée de Jean Lesage avec son «équipe du tonnerre» fut le commencement de la fin de ce Québec fermé sur lui-même, excessivement conservateur, inhibé par sa mentalité d'assi-

gé, se justifiant de ce qu'il était ou s'en consolant dans une idéologie messianique et rurale qui le faisait se percevoir comme le levain spirituel dans la pâte matérialiste de l'Amérique du Nord.

On a dit de Jean Lesage qu'il a été le père de la révolution tranquille. Il faut dire qu'un concours de circonstances favorisa son oeuvre. Depuis plusieurs années des élites avaient commencé à susciter dans divers milieux une nouvelle prise de conscience de la société québécoise et à répandre des idées progressistes que l'autoritarisme et la corruption du régime duplessiste devaient rendre de plus en plus attrayantes et exaltantes pour de plus en plus de Québécois. Il y eut la prospérité de l'après-guerre et la modernisation des sociétés occidentales qui, par osmose, eurent une influence subversive sur le Québec. Il y eut en même temps l'explosion des communications qui fit prendre conscience au Québec de ses retards et de ses possibilités, en même temps qu'elle ébranlait ses valeurs traditionnelles. Il y eut, parallèlement, le concile Vatican II qui provoqua un immense *aggiornamento* dans l'Eglise et par ricochet

dans le clergé québécois, ce qui facilita la décléricalisation du Québec et en même temps l'introduction de plusieurs réformes majeures, notamment dans le domaine de l'éducation.

Pour toutes ces raisons, on ne peut attribuer à un seul facteur et encore moins à un seul homme, Jean Lesage, la paternité de la transformation profonde de la société québécoise. Comme disait déjà Jean-Paul Desbiens à ceux qui attribuaient à son livre un rôle moteur dans la réforme de l'éducation: quand l'eau gèle, le trente-deuxième degré n'est pas seul responsable, il y a aussi les trente et un degrés qui l'ont précédé. Mais parce que les effets politiques de la transformation sociale ont été concrétisés en majeure partie sous Jean Lesage, le crédit lui en revient de droit parce qu'il a su lire les signes des temps et que le courage et la volonté politiques ne lui ont pas fait défaut.

Jean Lesage n'était pourtant pas un visionnaire, ni un réformateur-né, encore moins un révolutionnaire. On peut même soutenir qu'il a été l'auteur de plusieurs réformes qu'à l'origine il ne souhaitait pas, qu'il appréhendait même. Par exemple il s'est littéralement fait imposer

par René Lévesque l'étatisation du réseau hydro-électrique et c'est contre ses convictions qu'il a créé un ministère de l'Éducation et accordé le droit de grève dans les secteurs public et parapublic.

Mais Jean Lesage était un sage politique et par-dessus tout un grand démocrate. Il s'était entouré d'une brochette de ministres imaginatifs, innovateurs, audacieux, mais aussi de collègues plus prudents et conservateurs qui faisaient contrepoids; il a eu le génie de tenir ensemble cette équipe hétéro-

gène qui reflétait bien les tendances divergentes du Québec de l'époque, mais surtout de discerner que les premiers traduisaient mieux la réalité nouvelle que les seconds avec lesquels il avait peut-être plus d'affinités idéologiques.

On le doit sans doute aussi au fait que Jean Lesage, après avoir donné aux Québécois la liberté d'expression et encouragé la discussion publique au moyen d'une libéralisation de l'information, a su se mettre à l'écoute du Québec pour mieux

sentir ses aspirations profondes. À cet égard l'Histoire dira peut-être que le plus grand mérite de Jean Lesage aura été de commencer à traduire dans la réalité politique québécoise les moeurs démocratiques qu'un Georges-Émile Lapalme avait courageusement instaurées dans le Parti libéral dans les années cinquante.

Cela seul aurait fait de Jean Lesage un grand Premier ministre. Avec tout le reste il aura probablement été le plus grand depuis la Confédération.

MARCEL ADAM

La signification de la visite en Belgique de M. Lévesque

■ Il y a beaucoup de traits communs à la Belgique et au Québec. Ce sont deux pays du Nord et deux pays de... bière. Est-ce pour ces raisons que nous avons à peu près les mêmes susceptibilités que les Belges?

L'un de nos amis, rentrant l'été dernier d'un séjour prolongé au pays visité cette semaine par M. René Lévesque, racontait diverses péripéties de son voyage. Tout à coup, il dit, comme pour faire un résumé suggestif de son récit: «Que veux-tu! Les Belges, c'est nous autres!» Au cours de trop brefs séjours dans cette capitale si sympathique qu'est Bruxelles, j'avais cru en arriver aux mêmes constatations.

L'affinité, l'absence de distance entre les goûts, les moeurs, les tempéraments ne favorisent pas automatiquement le rapprochement ou, en tout cas, ne dispensent pas de cultiver avec soin les relations, loin de là. D'autant moins que la Belgique traverse épisodiquement des crises qui ne sont pas sans rappeler les nôtres.

M. Lévesque, au cours de ce déplacement, doit se sentir d'autant moins dépaycé que, presque partout où il met le pied, il est précédé ou suivi d'un ministre du Canada. M. Trudeau l'avait précédé en France (sans invitation officielle, du reste); M. Marc Lalonde aussi, M. Lamontagne aussi. À Bruxelles, M. Lévesque aurait pu rencontrer

de nouveau M. Lamontagne et même M. Mark McGuigan, ministre des Affaires extérieures et auteur de quelques déclarations sur le sommet ajourné de Dakar qui ne sont passées inaperçues nulle part.

Justement, à propos du sommet de Dakar, le Premier ministre semble avoir trouvé chez ses interlocuteurs une audience sympathique aux vues de son gouvernement, quant à la place que devrait occuper le Québec dans les conseils de la francophonie. Des conversations entre M. Michel Hansenne, ministre de la Communauté française, et M. Lévesque, il ressort, d'après les comptes rendus qui parviennent jusqu'ici, que la communauté française ne verrait rien d'inconvenant à ce que le Québec fût représenté au niveau ministériel dans les conférences de la francophonie, solution à laquelle Ottawa n'a jamais voulu se rallier.

Avant son départ pour l'Europe, M. Lévesque aura pu d'ailleurs prendre connaissance d'une importante déclaration de Paris sur le report de la conférence des ministres des Affaires étrangères à Dakar (conférence qui devait s'ouvrir le 8 décembre et qui a été remise pour les raisons qu'on connaît.) L'espace départi au sujet traité ici interdit de citer au long la déclaration du ministre français des Affaires étrangères. Il s'agit d'une réponse à un député de l'As-

semblée nationale. Elle commence ainsi:

«Monsieur le député, permettez-moi d'abord de vous dire, pour dissiper tout malentendu, que le gouvernement appuie pleinement l'initiative du Président Senghor et la tenue, à Dakar, de la conférence dont vous venez de parler.

«Il le fait en raison certes de l'objet même de la conférence — ai-je besoin de le préciser? — mais aussi du pays africain francophone qui est l'auteur de cette initiative et de l'homme d'État qui lui a attaché son nom et qui a beaucoup contribué, par son talent, à l'éclat et au rayonnement de la culture et de la langue françaises dans le monde.

«Toutefois, il est clair qu'une conférence, dont l'objet était de renforcer et de développer les solidarités qui existent du fait de l'usage de la langue et de la culture françaises, pouvait difficilement exclure le Québec, seconde communauté francophone en dehors de la France.» (Le 3 décembre 1980.)

La parenthèse de Dakar n'interdit pas un approfondissement de nos rapports avec ceux qui proviennent de la même souche que nous. Tel était, me semble-t-il, le sens de la mission du Premier ministre en Belgique. La visite en France, officielle celle-là, commence demain.

GUY CORMIER

Un règlement rapide s'impose à la grève de Radio-Canada

■ On ne peut que souscrire à la motion votée avant-hier à l'Assemblée nationale, motion qui invite le gouvernement Trudeau à trouver une solution rapide et équitable au conflit qui paralyse le service des nouvelles de Radio-Canada depuis le 30 octobre.

Cette grève ne peut durer indéfiniment. Elle prive en effet le public d'une importante source d'information en pleine période de débat constitutionnel. Et ce service est payé à même les taxes de tous les contribuables.

On comprend que Radio-Canada, en tant qu'organisme de la Couronne, se doit de respecter les grandes lignes de la politique salariale du gouvernement. C'est d'ailleurs en réalité contre le Conseil du trésor qu'est dirigée la lutte des journalistes en grève.

Mais ces derniers ont droit, comme ils le demandent, d'être comparés, au niveau de leurs conditions de travail, à leurs collègues des autres médias. Il doit y avoir moyen, à partir de ce critère, et en tenant compte des

avantages particuliers dont ils jouissent à d'autres points de vue, de leur donner raison, au moins en grande partie, sans créer de précédent dangereux en vue des négociations à venir avec d'autres syndicats de la maison.

Toutes les demandes syndicales n'apparaissent pas acceptables, mais ce n'est qu'en négociant que des rapprochements peuvent devenir possibles.

La motion de l'Assemblée nationale s'adressait à la partie patronale. Il faudrait sans doute en adresser une semblable à la partie syndicale. Celle-ci, en effet, serait bien avisée de retourner à la table avec des contre-propositions plus réalistes.

Elle n'a pas une aussi grande force de négociation qu'elle semble le prétendre. Il est vrai qu'elle a reçu de nombreux témoignages d'appui venant des milieux les plus divers, y compris des milieux politiques. Mais les journalistes doivent se garder d'exagérer l'importance de ces gestes soi-disant de solidarité. Ils risquent d'être trop intéressés, voire contraignants pour

l'avenir. Ceux qui ont besoin des médias ont l'habitude de juger qu'il vaut mieux être du côté des journalistes que du côté de leur direction.

Surtout, il ne leur faudrait pas s'attendre à trop de pressions de la part du public. C'est sûrement malheureux, mais celui-ci ne se sent pas tellement appauvri par l'absence de cette source d'information. Il pourrait bien attendre des mois et des mois avant de réagir.

Au surplus, ce dernier risque d'être assez peu favorablement impressionné par la littérature des grévistes et les diverses armes de combat auxquels ils recourent. L'on peut dire la même chose par rapport aux attaques qu'ils dirigent contre la haute direction de l'information à Radio-Canada.

Non, les deux parties doivent comprendre que l'intérêt général commande qu'ils trouvent au plus tôt un terrain d'entente et consentent, pour ce faire, aux compromis qui s'imposent.

VINCENT PRINCE



■ Face aux prévisions des économistes du secteur privé et du secteur public à l'effet que les prix des aliments allaient grimper de près de 15% en 1981, le Premier ministre Pierre Trudeau a conseillé aux Canadiens de se serrer littéralement la ceinture, ou bien de consacrer une part plus importante de leurs revenus à l'achat d'aliments. Le Premier ministre a laissé entendre que les Canadiens ne doivent pas chercher une augmentation de leurs revenus pour contrer la hausse des prix des aliments mais accepter plutôt de dépenser moins pour autres choses.

Si à cause de l'augmentation des prix du pétrole prévue pour l'an prochain, les Canadiens doivent y consacrer une part de revenu encore plus importante et limiter en conséquence leur consommation d'autres biens, l'année 1981 fera appel à l'esprit de sacrifice et à une très grande discipline de la part de tous les Canadiens. En fait, si les revenus n'augmentaient pas au rythme de l'augmentation des prix du pétrole et des aliments, il s'ensuivrait un appauvrissement pour la moyenne des Canadiens. Déjà depuis deux ans, les revenus moyens n'avaient pas suivi l'augmentation des prix. C'est ainsi qu'agit l'inflation.

Le coût des aliments

Dans le secteur des aliments tous les indicateurs convergent vers des perspectives assez sombres pour les consommateurs.

Le prix du blé canadien augmentera de 10 à 15% en moyenne. La sécheresse américaine de cet été a beaucoup nuit aux récoltes et, en plus, les Soviétiques n'ont pas atteint leurs objectifs de production. Par ailleurs, malgré cette offre plus limitée, la demande reste très vigoureuse, ce qui ne peut que faire augmenter les prix. De même pour les autres céréales; le maïs, l'avoine, l'orge, le seigle coûteront beaucoup plus cher cette année.

On s'attend donc à ce que le prix de la volaille augmente, reflétant le prix accru des céréales qui nourrissent ces animaux. On prévoit aussi une augmentation des prix du bœuf canadien en raison de la diminution des stocks de porc en Amérique du Nord, ce qui entraînera une demande plus forte pour le bœuf. Bien entendu, on s'attend à ce que le prix du porc grimpe de 25%. Une simple analyse des lois du marché de l'offre et de la demande laisse entrevoir des hausses considérables dans le prix de toutes les viandes.

Dans le secteur des produits laitiers, on prétend que l'augmentation des coûts de production justifie une hausse importante du lait, du beurre et du fromage. De même, le prix de presque tous les fruits frais et des légumes reflétera l'augmentation des prix des engrais et des insecticides, la hausse des intérêts ainsi que les mauvaises ré-

coltes. Bref, l'année 1981 s'annonce particulièrement difficile puisque presque tout le secteur de l'alimentation est touché. Les consommateurs ne peuvent tout simplement pas varier la composition de leurs paniers de provisions.

Suffit-il de suivre la recette de M. Trudeau et couper les dépenses dans d'autres secteurs de consommation? D'abord ce conseil s'applique difficilement aux personnes à très faibles revenus qui déjà consacrent une très grande proportion de ces revenus à l'achat de biens essentiels tels la nourriture et le logement. Ils ont peu ou pas de revenu discrétionnaire. Par contre, de façon générale, il semble que pour juguler l'inflation le Canadien moyen devra accepter de subir l'augmentation des prix de certains biens en autant que ces hausses reflètent des conditions sur lesquelles le Canada n'a aucun contrôle. Par exemple, on ne peut pas se protéger pleinement contre les effets d'une mauvaise récolte sans alimenter l'inflation.

Il y a toutefois des facteurs sur lesquels les gouvernements exercent un certain contrôle, tels les politiques des prix de soutien, les offices de commercialisation et les services de transport et de distribution qui deviennent un facteur important du prix des aliments. Si les Canadiens acceptent de se serrer la ceinture, il faudrait aussi que le gouvernement accepte de repenser certaines politiques dans ces domaines pour voir s'il n'y aurait pas lieu de rendre le secteur agricole et alimentaire plus efficace.

Droits réservés

JEAN LESAGE, le père du Québec moderne

■ Ce sont les témoins de son époque qui ont surnommé Jean Lesage «le père de la Révolution tranquille». Lui n'a toujours voulu parler que de réforme, de «changement dans la continuité» ou de «rattrapage du retard accumulé par le Québec pendant seize ans de régime duplessiste».

En fait, c'est le journaliste Brian Upton, du *Montreal Star*, qui, en 1961, utilisa pour la première fois l'expression «révolution tranquille» dont l'usage sera consacré quelques mois plus tard par Peter Gzowski dans le *MacLean Magazine*.

Jean Lesage, lui, préférait affirmer: «Nous avons simplement tenté de canaliser les aspirations de la population pour le plus grand bien du Québec et des Canadiens français.» Pendant la campagne électorale de 1966, excédé par ce qualificatif de révolutionnaire repris par l'opposition unioniste, il avait lancé: «Nous sommes d'extrême centre...!»

Et pourtant, malgré toutes ses dénégations, il s'agit bien d'une certaine révolution dont Jean Lesage aura été le moteur. Une révolution larvée à plusieurs égards mais une révolution tout de même. Malgré l'antinomie des termes, une révolution... tranquille.

Consommer la rupture avec le passé

En prenant le pouvoir pour la première fois, le 22 juin 1960, avec le slogan «C'est le temps que ça change», l'équipe libérale consommait avant tout une rupture psychologique avec les valeurs, jusque-là immuables, véhiculées avant 1959 par Maurice Duplessis. Une brisure amorcée par le successeur immédiat de ce dernier, Paul Sauvé, qui n'eut, pas le temps, en 100 jours de règne, de donner un contenu à son célèbre «Desormais...»

«C'est plus qu'un changement de gouvernement, disait Jean Lesage, le jour de son assermentation comme premier ministre.

C'est un changement de vie.» Peut-être. Mais il faudra encore attendre quelques années avant que la vie des Québécois soit effectivement modifiée par les décisions du nouveau régime.

Au départ, il s'agit essentiellement d'un changement de ton et d'atmosphère. Comme si l'émergence d'un nouveau pouvoir rendait possibles et respectables toutes les remises en question, toutes les contestations tenues depuis toujours pour sacrilèges et iconoclastes.



PIERRE GRAVEL

Changement de style chez les nouveaux maîtres du gouvernement. Déjà, pendant la course électorale qui l'opposait à Antonio Barrette, «le premier ministre à la boîte à lunch», Jean Lesage avait rompu avec le style traditionnel des campagnes électorales en s'entourant de communicateurs modernes rompus aux techniques les plus récentes de la publicité et des communications. Au pouvoir, il demeura fidèle à cette approche et, deux ans plus tard, lors de la campagne sur l'étatisation des compagnies privées d'électricité, il lancera la mode des débats télévisés directement inspirée du célèbre affrontement à la télévision américaine qui avait fait la fortune de John Kennedy contre Richard Nixon, peu de temps auparavant.

Changement de calibre aussi en ce qui a trait à l'équipe ministérielle qui l'entoure. La mise au rancart des vieux «bleus» laisse place à des hommes neufs, débordant d'enthousiasme et d'idées inédites dont plusieurs se traduiront bientôt en réalisations concrètes. Ce sont les Paul Gérin-Lajoie, Eric Kierans, René Lévesque, etc. qui, chacun

dans son domaine, assumera une part de responsabilité dans ce grand remue-ménage qui s'annonce.

Très tôt ce changement dans la forme se répercutera sur le contenu et modifiera radicalement l'ordre des priorités gouvernementales traditionnelles. Fini la préférence à l'agriculture et à la colonisation, les bouderies souvent stériles face à Ottawa et à la survalorisation des professions dites libérales et au mépris du monde des affaires et de la finance qu'on avait systématiquement dans le passé laissé aux mains de la minorité anglophone. Terminée aussi la peur de l'intervention de l'Etat dans la culture, la santé, l'éducation et le travail. Banni également le règne de l'improvisation dans les relations fédérales-provinciales et dans l'administration de la chose publique.

Coup sur coup, au cours des six années suivantes, ce sera la mise en route de plusieurs innovations: ministères de l'Éducation, Affaires intergouvernementales, Caisse de dépôt, Maison du Québec à Paris, Conseil du Trésor, réorganisation, modernisation puis reconnaissance du droit de grève de la fonction publique et surtout, nationalisation complète des sociétés privées d'électricité qui sont absorbées par Hydro-Québec.

Cette dernière mesure s'inscrira d'ailleurs dans une recrudescence du néo-nationalisme québécois galvanisé par le slogan libéral de Jean Lesage pendant la campagne de 1962: «Maîtres chez nous».

Le difficile exercice du pouvoir

Jean Lesage a en outre été l'artisan d'une profonde «révolution tranquille» au sein de son propre parti. Avant lui, l'Union nationale et la plupart des observateurs ne se privaient guère de faire les gorges chaudes sur l'aile «provinciale» du Parti libéral fédéral qui tire toutes les ficelles à partir d'Ottawa.

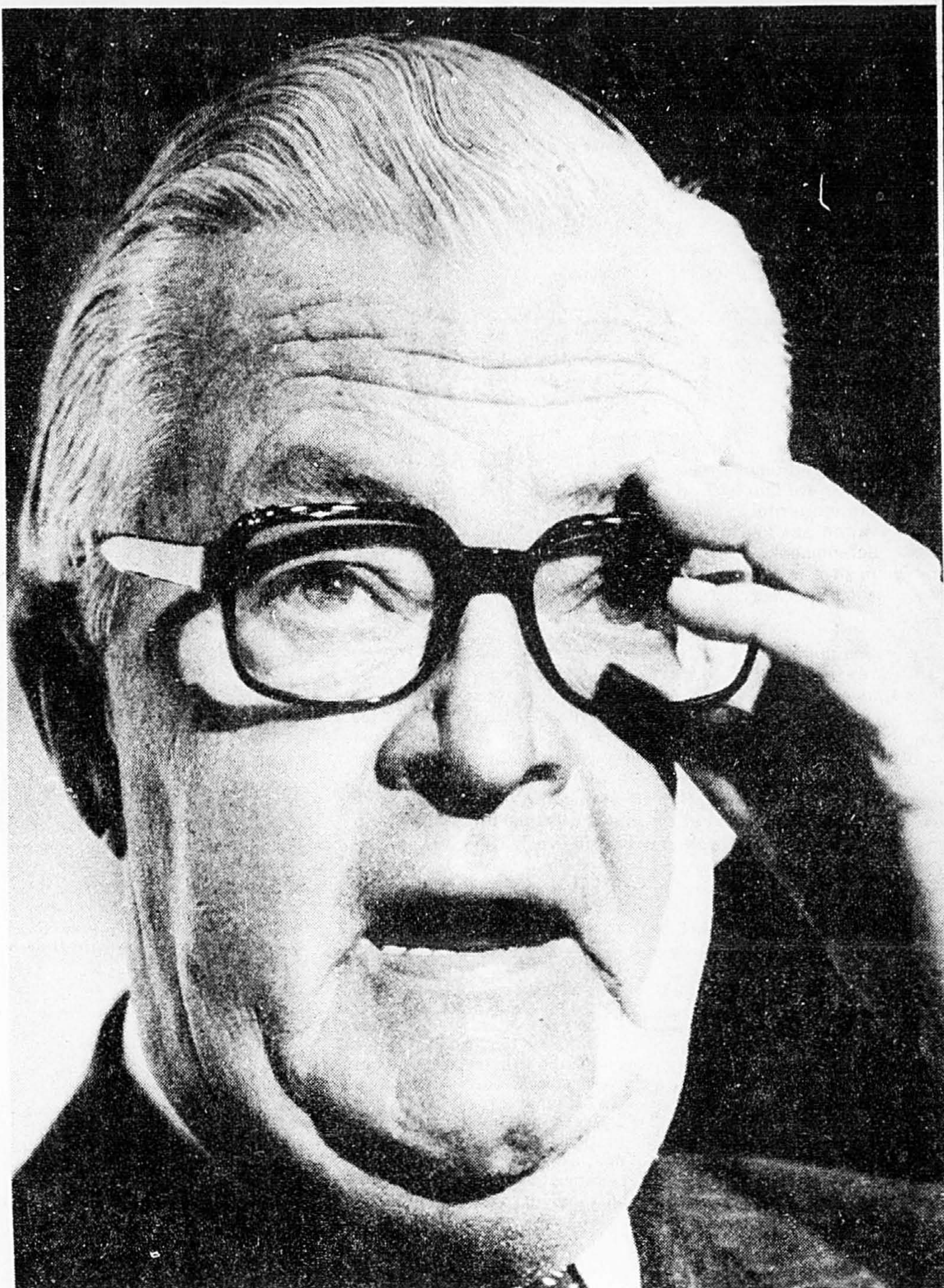


photo Pierre McCann, LA PRESSE

Jean Lesage n'a toujours voulu, lui, parler que de réforme mais les témoins de son époque, eux, l'ont surnommé «le père de la Révolution tranquille».

C'est sous son règne que la Fédération libérale du Québec prendra véritablement forme et coupera le cordon ombilical qui l'unissait à l'establishment canadien et anglophone du parti. Ces transformations et cette démocratisation inédite des structures, le nouveau chef qui succède alors à Georges-Émile Lapalme les aura concrétisées dans l'opposition.

Une fois au pouvoir, il découvre vite, comme le Parti québécois vingt ans plus tard, les difficultés de fonctionnement et d'harmonisation d'un appareil partisan habitué à l'opposition avec les contraintes inhérentes du pouvoir.

Ces tiraillements internes (qui déboucheront finalement sur le départ fracassant de René Lévesque en 1967), joints à un essoufflement certain de l'électo-

rat face à l'ampleur des réformes réalisées en aussi peu de temps, précipiteront la perte de Jean Lesage en 1966. Sans compter les coups de butoir d'un mouvement indépendantiste plus ou moins désordonné et pacifique qui détourne à son profit une partie des forces vives de la jeunesse québécoise qui, six ans plus tôt, serrait les coudes derrière Lesage pour chasser l'hydre unioniste et exorciser le fantôme de Maurice Duplessis.

Une révolution trop tranquille

Le propre d'une vraie révolution, c'est justement de n'être pas tranquille. Ce fut précisément là le drame et la cause de l'effondrement de Jean Lesage. Trop fédéraliste aux yeux des indépendantistes, il apparaissait

trop «nationalistes» aux irréductibles fédéralistes; trop «socialisant» au goût de la droite traditionnelle, il suscitait les sarcasmes de la nouvelle gauche qui le jugeait trop timoré dans ses mesures sociales.

Coincé entre toutes ces tendances contradictoires et piégé comme l'apprenti sorcier qui perd le contrôle des monstres qu'il a libérés, Jean Lesage aura momentanément été victime d'un vieil atavisme collectif voulant qu'on ne peut pas impunément forcer l'histoire à accélérer son rythme.

Au regard des historiens, pourtant, Jean Lesage demeurera une figure majeure de l'évolution du Québec moderne. Même s'il s'en défendait bien, il demeurera toujours dorénavant l'unique père d'une certaine révolution... tranquille.

UN CABINET CONÇU À L'IMAGE D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ronald Reagan a choisi la prudence et l'équilibre

■ Ronald Reagan, depuis son élection à la présidence des États-Unis, ne fait qu'inaugurer des chrysanthèmes selon le sarcasme du général de Gaulle avant qu'il n'amende la constitution de la France pour l'engager dans la Ve République.



JEAN PELLETIER

(de notre bureau de Washington)

Le président élu suit les journalistes, s'enferme dans son ranch ou sa résidence de Palisade à Los Angeles et laisse à son équipe de transition le soin de projeter l'image de ce que sera son administration. Si Ronald Reagan prononce ici et là des discours et s'il s'entretient avec Helmut Schmidt à la sauvette, ce n'est que sur le conseil de ses adjoints qui tiennent à prouver que le président élu existe encore même si ce qui ressort de ces échanges rivalise en platitude avec le Reagan candidat à la présidence des États-Unis d'il y a 12 ans.

Le quarantième président de l'histoire de l'Amérique avait promis un cabinet conçu à l'ima-

ge d'un conseil d'administration. Il s'est visiblement acquitté de son engagement. Même si on ne connaît pour l'instant que huit membres du futur «inner sanctum» (le cabinet est composé de treize à seize postes selon les présidents), il s'avère que l'ex-gouverneur de la Californie entend pratiquer tant sur les fronts domestiques qu'internationaux une politique modérée, une sorte de compromis entre les administrations Ford et Nixon.

Pour comprendre l'Amérique aujourd'hui il faut s'imaginer un cadre de multinationale qui, en 1968, trouva refuge dans sa papiasserie et se tint à l'écart du tohu-bohu de la guerre du Vietnam ou du Watergate en se disant fort bien que l'occasion lui serait un jour donnée de revenir en première page du Wall Street Journal.

Des cadres obscurs au métier sûr

Le cabinet Reagan est donc composé presque exclusivement de cadres obscurs masculins mais qui connaissent leur métier et sont plus familiers avec des colonnes de chiffres que la géographie d'un ghetto. Mais ils sont surtout plus convaincus que leurs prédécesseurs de l'administration Carter, qu'il suffit de

redonner à l'entreprise et aux contribuables le sentiment du laisser faire des années 50 pour que la prospérité revienne en Amérique.

Ces cadres, devenus ministres, ont peu de choses à dire, se sentent mal à l'aise en conférence de presse et préfèrent au fond s'adonner à leur tâche de neuf à cinq que de s'interroger sur les bouleversements qui assaillent le pays le plus riche du monde.

Le temps des jeunes Turcs georgiens portant jeans et bottes de cuir est révolu. La Maison-Blanche est revenue à l'âge des habits trois pièces, à celui des spécialistes qui résistent à toutes les fluctuations de la mode pour se consacrer plutôt à la grisaille d'une administration vouée à l'establishment.

Il ne s'agit pas là que de métaphores faciles. Quand on s'attarde à la carrière d'un Caspar Weinberger (ex-secrétaire à la Santé sous le gouverneur Reagan) ou d'un Donald T. Reagan, ex-président de la société Merrill Lynch, on découvre des hommes fermement convaincus de la pérennité d'un système capable de subsister à toutes les crises qu'engendreront les prochaines décennies.

Ronald Reagan a toujours soutenu que les ministres de son

cabinet auront à sacrifier un salaire ou leur prestige pour siéger dans le bureau oval. Or il est acquis aujourd'hui qu'aucun des huit «secrétaires» qu'il a choisis jeudi encaisseront en 81 un salaire comparable à celui de l'année précédente. En fait un ministre américain gagne au mieux, \$70.000 par année. L'ennui c'est qu'aucun de tout ce monde n'a eu au cours des cinq dernières années à vraiment s'interroger sur l'ampleur de ses revenus.

Un cabinet modéré

Le cabinet Reagan sera-t-il ultra, conservateur, ou modéré? Selon le curriculum des huit élus de jeudi, il sera modéré. Ronald Reagan semble en effet se soumettre à un rythme washingtonien selon lequel la gestion des États-Unis est au départ apolitique puisque sujette à des bouleversements économiques et sociaux qui n'ont rien à voir avec les idéologies.

Un président en entrant en fonction a à choisir non seulement un cabinet mais en plus 5.000 fonctionnaires qui devront exécuter sa philosophie politique. Dans un pays rongé par l'inflation et nourricier des rêves les plus absolus, Ronald Reagan, le président élu, a choisi la prudence et l'équilibre.



Reagan s'est visiblement acquitté de son engagement joué en choisissant un cabinet à l'allure modérée. téléphoto UPI



«Soyons guidés par la raison plutôt que par l'opinion publique» a traduit Jean Chrétien après avoir cité Cicéron.

«Plus apud nos vera ratio valeat quam vulgi opinio»

—Cicéron, 106-43 av. J.-C.—
—Jean Chrétien, 11 déc. 80—

Le ministre de la Justice, M. Jean Chrétien, a sorti son latin jeudi aux Communes, pour réagir au dernier sondage Gallup qui montre la désaffection de la population à l'endroit de l'action unilatérale d'Ottawa en matière constitutionnelle.



GILBERT LAVOIE

(de notre bureau d'Ottawa)

«Soyons guidés par la raison plutôt que par l'opinion publique» a-t-il traduit, après avoir cité Cicéron, cet avocat et orateur latin, dont Larousse dit qu'il fut un «homme politique médiocre et vaniteux à l'excès».

En fait, c'est le Premier ministre Trudeau, qui a glissé la citation latine à son ministre au moment opportun...

Si le premier ministre, qui a toujours prétendu avoir le peuple de son côté dans sa démarche constitutionnelle a sorti une telle citation, c'est qu'il venait d'en prendre pour son rhume: le

dernier sondage Gallup avait révélé deux jours plus tôt que 58 p. cent des Canadiens désapprouvent le rapatriement unilatéral de la constitution, et que seulement 27 p. cent sont d'accord avec un tel geste.

Mais la victoire apparente des adversaires du projet Trudeau auprès de la population ne sera pas concédée aussi facilement: les libéraux ont sorti hier les sondages du Centre d'informations sur l'unité canadienne, dont ils ont toujours refusé l'accès au public, et qui révèlent un appui au rapatriement de la constitution amendée, et à l'enchâssement d'une charte des droits. Aucune mention, bien sûr, à l'action unilatérale!

Astuce habile mais dangereuse

Le ministre Chrétien a eu une phrase significative à ce sujet après avoir cité Cicéron: «Nous avons l'intention de rendre les sondages publics, mais si nous avons raison nous avons l'intention de continuer de la même façon». Bref, les libéraux vont continuer d'affirmer qu'ils défendent le vœu de la population, même si les moyens utilisés sont plus ou moins populaires. Et le premier ministre Trudeau continuera de dire que la seule oppo-

Quand Chrétien cite Cicéron, c'est que Gallup ne lui donne plus raison

sition à son projet vient des marchands de poissons ou de pétrole (les premiers ministres des provinces) et des intellectuels québécois.

L'astuce peut sembler habile, mais elle a ses lacunes. Un des sondages en question, réalisé par la firme Goldfarb de Toronto, a été effectué au début de l'été, à une période où la population canadienne, à peine remise du référendum québécois, était vendue à l'avance à toute suggestion fédérale proposant d'en finir une fois pour toutes avec l'imbroglio constitutionnel. Les deux derniers sondages ont été effectués juste après la conférence des premiers ministres de septembre, alors que la population, chauffée à blanc par la publicité fédérale de l'été, venait d'apprendre que ses dirigeants politiques n'avaient pu s'entendre sur la réforme constitutionnelle. Bref, les circonstances entourant ces sondages laissent à désirer. Malgré tout, 67 p. cent des Canadiens ont alors déclaré que leurs gouvernements provinciaux les avaient bien ou très bien représentés à la conférence de septembre alors que seulement 48 p. cent ont dit la même chose du fédéral. Les libéraux affirment qu'ils n'ont effectué aucun autre sondage depuis cette période: ils se réclament donc de l'ap-

pui populaire à partir de sondages vieux de quatre à six mois, ignorant du même coup l'influence qu'ont pu avoir les événements des derniers mois aux Communes sur la population canadienne qui a eu le temps d'analyser le pour et le contre de la politique gouvernementale.

Les libéraux jouissent tout de même d'un atout: les travaux du comité constitutionnel ont clairement démontré que les Canadiens sont favorables à l'enchâssement d'une charte des droits dans la constitution. Ce n'est pas sans raison que les conservateurs de M. Joe Clark ont fait savoir qu'ils sont d'accord eux aussi avec un tel principe: ils ont senti le vent tourner. Mais ce que les sondages n'ont pas encore révélé, c'est l'opinion de la population si elle avait à choisir entre son dédain devant l'action unilatérale, et son appui au rapatriement et à l'enchâssement d'une charte des droits.

L'hostilité des Canadiens à l'action unilatérale révélée par Gallup, rappelle néanmoins une constante que les libéraux rappellent eux-mêmes volontiers: les Canadiens et notamment les Québécois, en ont assez des chicanes constitutionnelles et ils veulent en finir. Or ce qui ressort du débat actuel à Ottawa, c'est que ces chicanes ont repris



C'est le Premier ministre Trudeau qui a glissé la citation latine à son ministre au moment opportun...

de plus belle et que la population pourrait s'en fatiguer. C'est ce qui inquiète le Premier ministre Trudeau, et ce qui l'a amené à dire récemment qu'il faut agir rapidement avant que la population demande qu'on passe à autre chose, l'économie et le chômage par exemple.

Quoi qu'il en soit, la publication des derniers sondages Gallup vient de priver M. Trudeau d'un argument de base pour imputer aux seuls intellectuels et aux chefs gouvernement des provinces, l'odieuse de l'opposition à son projet. Si les libéraux disent la vérité quand ils soutiennent qu'ils n'ont effectué aucun sondage depuis septembre, on voit mal comment le premier ministre a pu affirmer le 30 novembre à Québec qu'il lui suffit de savoir que «La population est avec nous» pour le consoler de l'opposition des intellectuels. Il faudrait se résoudre à croire que le gouvernement a préféré ne pas connaître l'évolution possible de l'opinion de la population après l'annonce de son action unilatérale. Et si les libéraux mentent et qu'ils ont effectué d'autres sondages, ils peuvent difficilement défendre leur action actuelle à partir de vieux sondages.

La situation ainsi créée sème le doute, et donne des arguments

aux adversaires du premier ministre. Une trentaine d'intellectuels québécois ont pris la plume cette semaine pour rappeler, dans un texte commun, que «Duplessis, dans les années cinquante, se réclamait aussi du peuple et de sa majorité électorale pour mépriser les intellectuels et faire taire les critiques» (Le Devoir, 11 décembre). Le Globe and Mail de Toronto lançait de son côté un appel aux Canadiens qui préfèrent la collaboration à l'affrontement, les invitant à s'opposer au projet du gouvernement.

Le premier ministre conserve à tout le moins un allié. Selon le correspondant de la Pravda à Ottawa, le journaliste soviétique Nikolai Bragin, M. Trudeau, appuyé du Parti communiste, des syndicats et des femmes, fait face à l'opposition des premiers ministres réactionnaires des provinces, qui sont à la solde des multinationales américaines». L'analyse porte plus à la caricature qu'à la nouvelle, mais les malins pourraient conclure que, privé de l'appui des sondages et supporté par la Pravda, le journal officiel d'un pays où l'on ne s'embarrasse guère des libertés civiles, M. Trudeau est bien malvenu de fustiger les intellectuels, et de prétendre seul parler au nom de la population.

COMMISSION PARLEMENTAIRE SUR LA CONSTITUTION À QUÉBEC

Le train reste en gare

Le premier ministre aura eu beau répéter que «le Québec vit le moment le plus grave depuis 113 ans» et reprendre ses appels à la mobilisation



PIERRE VINCENT

(de notre bureau de Québec)

pour lutter vigoureusement contre le «coup de force» d'Ottawa, le départ de la Commission parlementaire, chargée d'étudier, à Québec, le projet de rapatriement de la Constitution du gouvernement Trudeau, se sera fait sans éclat. Presque sans sol-

En effet, très peu de citoyens et d'organismes québécois (une vingtaine, tout au plus) ont manifesté le désir de monter à ce nouveau front qu'a ouvert, cette semaine, le gouvernement Lévesque dans la lutte à finir au projet Trudeau. «Cette Commission a une importance stratégique», avait pourtant insisté le chef du gouvernement.

Mais il semble que la plupart des intervenants, qu'on trouve habituellement dans les Commissions parlementaires, estiment ou bien que le projet Trudeau ne les menace pas ou bien que cette commission est inutile.

Seul le Conseil du statut de la femme, M. Rolland-A. Pinsonneault de l'Association culturelle franco-canadienne de Saskatchewan et le Conseil d'expansion

économique sont venus, mercredi, proclamer leur indignation devant le «coup de force». Ils n'ont étonné personne, puisque tous les trois avaient déjà exprimé leur position, à quelques reprises, sur d'autres tribunes.

Des répétitions, des répétitions

La quinzaine d'autres intervenants que le gouvernement garde en réserve pour la reprise des travaux, à la fin du mois de janvier, ne devraient pas, à une ou deux exceptions près, susciter plus d'étonnement: presque tous viendront répéter au Salon rouge de l'Assemblée nationale ce qu'ils crient déjà aux quatre coins du Québec, soit qu'ils s'opposent au geste unilatéral qu'Ottawa s'apprête à poser. Et rares,

pour ne pas dire inexistantes, seront ceux qui feront enregistrer leur désaccord pour des raisons différentes que celles qu'invoque le gouvernement, pour des raisons qui pourraient s'apparenter, par exemple, à celles des Libéraux de Claude Ryan.

«C'est bien évident que nous n'avons pas fait de sollicitation pour amener du monde ici», reconnaît le libéral Jean-Claude Rivest. Qui ajoute: «Nous sommes tout à fait convaincus que cette Commission s'inscrit dans une stratégie bien arrêtée du PQ, et nous n'y apporterons certainement pas de l'eau au moulin.»

Avec ce résultat que la Commission parlementaire s'embourbe plus souvent qu'autrement dans les sempiternels échanges partisans.

Ainsi, à propos de l'action gouvernementale dans le dossier constitutionnelle, Herbert Marx accuse: «Votre campagne de publicité en est une de peur, qui repose sur de arguments erronés au plan juridique.»

Réplique de Jean-Pierre Charbonneau: «Si vous n'êtes pas d'accord avec le dépliant du gouvernement, faites-en un. Si vous n'êtes pas d'accord avec la pétition de Solidarité-Québec, lancez-en une. Nous vous mettons au défi d'engager votre propre action contre le coup de force.»

Et là-dessus le ministre Claude Morin s'interroge tout haut: «C'est bien beau votre affaire qu'un oui veut dire un non, qu'un non veut dire un oui et que l'unanimité divise, mais, face au coup de force fédéral, il faut décider si on est pour ou contre. Je me demande, parfois, si vous ne seriez pas d'accord avec le projet de M. Trudeau...»

Le témoignage de Me Yves Pratte

Mais ces deux jours ne furent pas tout à fait inutiles, notamment à cause du témoignage de



Me Yves Pratte, à la suite de son témoignage remarquable, a éclairé tout le monde en quelques heures.

Me Yves Pratte, ex-juge de la Cour suprême et chef de la petite équipe de juristes embauchée par le gouvernement pour contrer le projet Trudeau devant les tribunaux.

En quelques heures, mardi, il aura éclairé tout le monde, à commencer par les parlementaires, par ses savants avis juridiques: le projet d'inclusion d'une Charte des droits de la Constitution créerait une instabilité juridique pendant une période indéterminée, elle invaliderait un bon nombre de lois du Québec et elle affecterait fondamentalement la compétence législative des provinces. Or, les provinces et le Fédéral étant sur un pied d'égalité, a défendu Me Pratte, «aucune des deux parties à la Fédération ne peut procéder unilatéralement à la modification de la souveraineté législative de l'autre partie.» Il a donné l'impression d'être l'avocat qui tient une bonne cause et qui est certain de la gagner.

Et si M. Trudeau abandonnerait l'inclusion d'une Charte des droits dans son projet, pour ne demander au gouvernement britannique qu'un simple rapatriement, assorti d'une formule d'amendement à l'unanimité,

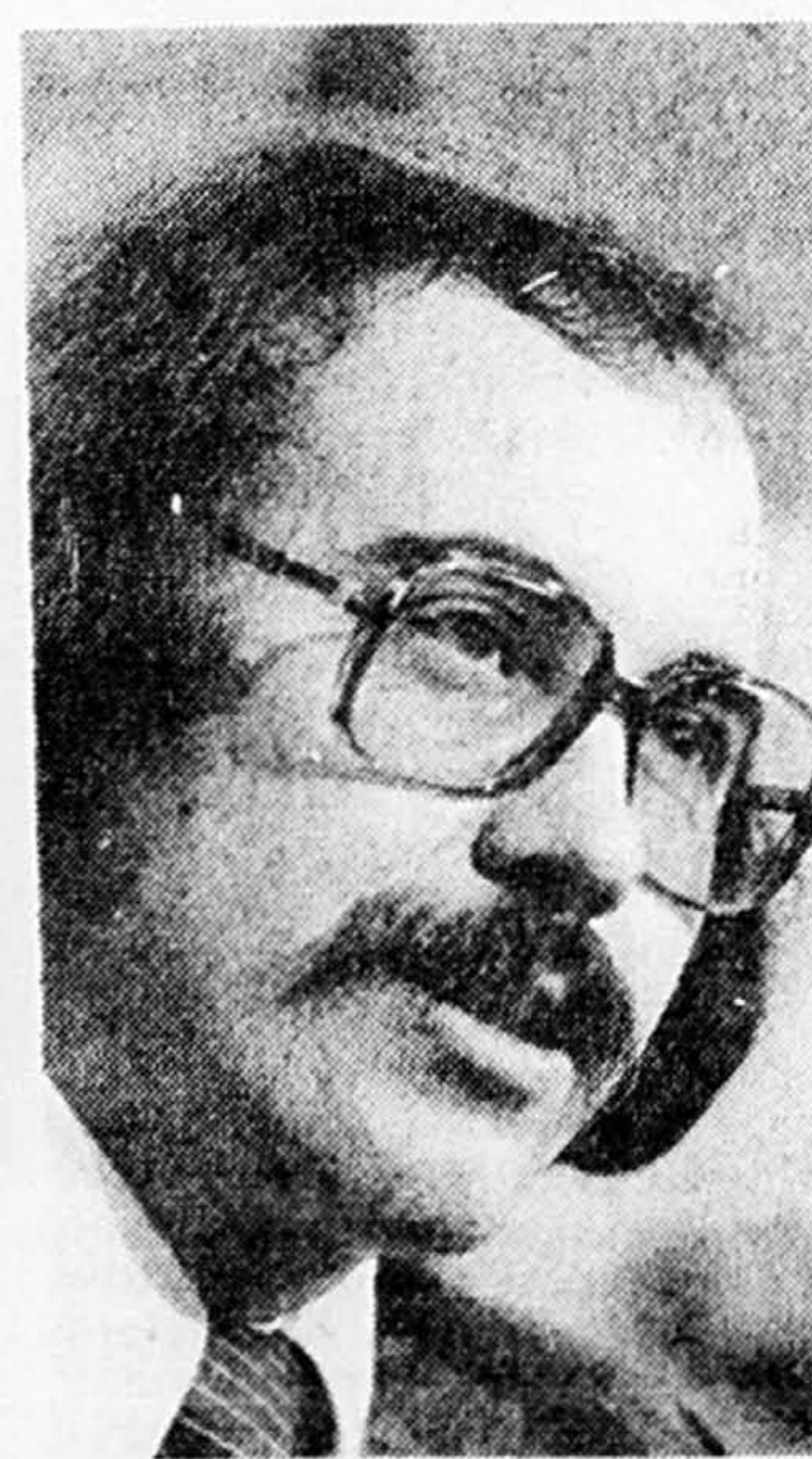
alors là Me Pratte estime que la cause serait moins bonne. «Je ne vois pas comment les provinces pourraient contester un tel projet, comment elles pourraient s'y opposer et dire que c'est inconstitutionnel dans le sens que c'est illégal.»

Plus d'impact dans la deuxième série

En dépit du peu d'empressement des non-parlementaires à venir se faire entendre devant cette Commission, le gouvernement demeure confiant que la deuxième série de ces séances aura plus d'impact que celle-ci, notamment parce qu'elles seront télédiffusées. Mais aussi parce qu'elles arriveront peu de temps avant que les premiers ministres des provinces contestatrices ne tiennent une importante réunion (probablement à Montréal) pour réajuster leur tir à la veille de l'échéance finale pour l'adoption du projet de loi à Ottawa. Sans compter que les soirées creuses et froides du milieu de l'hiver sont plus propices que cette période d'avant-Noël pour tenter de raccrocher l'opinion publique à la locomotive constitutionnelle.



Jean-Claude Rivest, libéral, est convaincu que cette Commission s'inscrit dans une stratégie bien arrêtée du PQ.



Jean-Pierre Charbonneau, péquiste, défie les libéraux d'engager leur propre action contre le coup de force d'Ottawa.



Claude Morin se demande si les libéraux ne seraient pas d'accord avec le projet Trudeau.

NEW YORK — La mort de John Lennon, tragique en soi (comme tout assassinat), assumera-t-elle maintenant les proportions mythiques que lui prêtent impatiemment, frénétiquement et presque désespérément les milliers d'affligés? Pour parler en termes nietzschéens, il y a derrière tout cela une «volonté de tragédie» plus forte que la tragédie en soi.



ROBERT-GUY SCULLY

(collaboration spéciale)

La génération des années soixante, dont Bob Dylan était le véritable oracle, souffre plus publiquement de ce mal américain que l'écrivain Jayne Anne Phillips a qualifié de «vide spirituel sans précédent».

Nous le subissons tous, certes, mais chez les Nord-Américains ceux parmi nous qui ont goûté à l'idéalisme enivrant de Woodstock restent le plus vivement déçus. Ils vieillissent avec leurs jeans, qu'ils ne lâcheront pas, tout en sachant que les jeans sont maintenant une bonne affaire, comme la vente des disques rock.

Dans son désarroi, cette tranche de la population ressemble à la fameuse génération de 1840 dont Flaubert faisait l'âme autopsie dans son «Education sentimentale». Et de quoi s'agit-il aujourd'hui, sinon d'un romantisme contemporain qui donne encore quelques pirouettes avant de s'évanouir tout à fait?

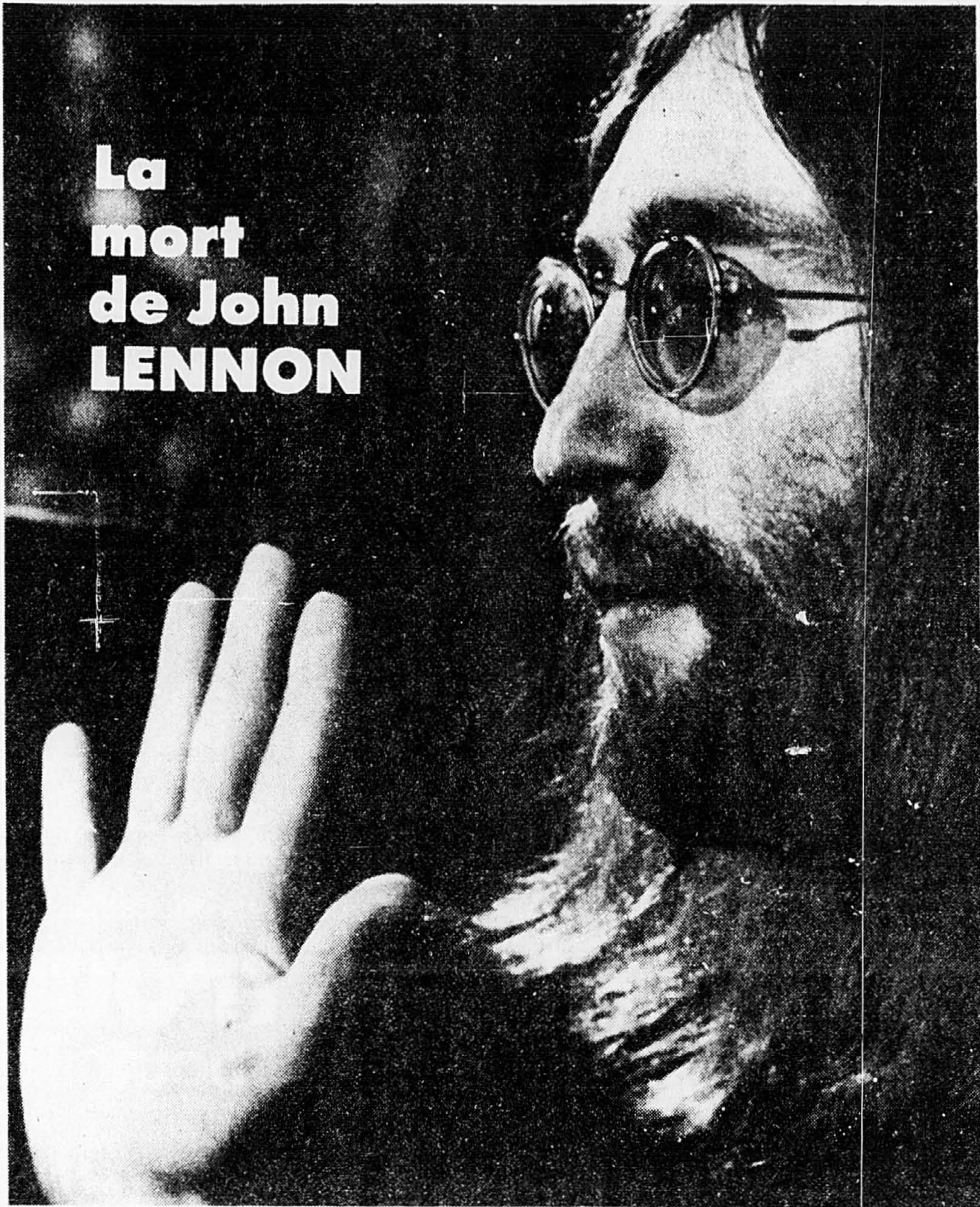
Un symbole qu'il faut saisir

On s'accroche donc au célèbre disparu comme à un symbole parfait qu'il ne faut pas laisser passer. Même la vie de l'assassin présumé, suite chaotique de déménagements aboutissant dans le faux paradis d'Honolulu pour rebondir une dernière fois vers la fausse géhenne de Manhattan, vie nourrie de cultes contradictoires à Jésus et à Lennon, semble porter un message noir plein de vérité.

Les mythes sont bien loin des hommes, mais ils sont nécessaires aux hommes, disait Malraux en 1974. Inutile d'ajouter que nous sommes bien loin de John Lennon. Serait-il mort il y a cent ans, sa vie réelle serait tout aussi abstraite. Dorénavant, c'est la réalité du mythe, avec ses lois propres, qui s'impose. Presley ou Napoléon, James Dean ou Jules César, peu importe: leur existence dans le temps et dans l'espace ne compte plus. Les faits encore moins.

A cette tâche s'attellent maintenant les bâtisseurs d'empire mythologique, avec d'autant plus d'énergie que les héros sont rares. Il y a bien Dylan, le plus grand chansonnier du vingtième siècle, dont l'œuvre peut supporter une analyse exhaustive (mieux que les tentatives assez timides de Lennon) et qui a davantage forgé les années soixante. Mais Dylan vit toujours, quel que part, dans son silence néo-chrétien. Lennon a l'idéalisme faible, mais tout ça est sincère, fait mieux l'affaire.

Ici, le Village Voice de cette semaine ouvre la danse glorieuse avec un éloge qui couvre toute la première page. Certes, le New York Times avait été très discret, et le New York Post s'était montré une fois de plus incapable de sortir du fait divers. Mais c'est le «jean set», c'est le Voice qui compte.



La mort de John LENNON

Une «volonté de tragédie» plus forte que la tragédie en soi

Le rédacteur pose une question significative: Pourquoi Lennon et non McCartney, pourquoi Bobby Kennedy et non Nixon? Il a raison de répondre que Lennon symbolisait un certain espoir. Il aurait pu ajouter ceci: l'idéalisme que la société récompense généreusement devient intolérable à ceux dont l'idéalisme a été bafoué sans cesse.

Un rôle loin d'être pur

Cependant, cette vision méconnaît le rôle réel des Beatles dans le mouvement musical contemporain, rôle qui est loin d'être pur.

A l'instar de Presley, qui était habilement dirigé par le Colonel Parker, les Beatles ont profité des conseils de leurs nombreux managers, Epstein en tête. Et il réussirent le même exploit que Presley: faire pendant un an ou deux du «vrai» rock, pour se gagner la faveur des jeunes, puis soudainement se transformer en artistes «pop», pour amadouer les parents et l'industrie du disque.

Les parallèles avec Elvis sont frappants. Quand ce dernier entra dans l'armée en 1958, deux ans après ses débuts, on lui tailla les cheveux et on lui soigna l'apparence. Presley ne fit plus jamais de musique révolutionnaire. En 1964, quand les Beatles se rendirent au Ed Sullivan Show, Epstein prit soin de leur leurs mèches inégales et leurs vestes de cuir en Europe. C'étaient déjà des vedettes «pop», et leur véritable rock-and-roll, celui de «Long Tall Sally», était derrière eux. Tout le reste, jusqu'aux «bed-ins» de Lennon avec Yoko Ono, n'y changerait rien.

L'histoire du rock minimisera Elvis et Lennon

L'histoire du rock, cette grande de musique qui compose avec le jazz une monumentale symphonie du vingtième siècle populiste, ne pourra que minimiser avec le temps l'importance d'Elvis ou de Lennon-McCartney. Cette importance était surtout fonction de leurs personnalités

sympathiques et de leur énorme succès financier. Les authentiques héros rock des années cinquante se nomment Little Richard, Jerry Lee Lewis, Chuck Berry. Et ceux de notre temps seraient plutôt Mick Jagger, Jimi Hendrix, Janis Joplin, Joe Cocker, Jan Morrison. Voilà ceux dont le cri n'a pas flechi.

Néanmoins, notre civilisation nord-américaine, si pauvre en contenu spirituel, se précipite sur les héros que son système commercial de vedettariat lui fournit. On ne peut s'en étonner, et on doit au moins se féliciter de l'importance accordée au rock, qui signifie bien plus pour la culture en Amérique que le cinéma ou la télévision. Si les funérailles de Presley à Memphis ressemblaient aux obsèques d'Etat offertes à Victor Hugo, réjouissons-nous tout de même de ce que l'art populiste est devenu aussi légitime que la «grande» littérature. Mais ne prenons ni Elvis, ni Lennon pour Hugo. Le jour où mourra Dylan, notre véritable Rimbaud, il n'y aura sans doute que des funérailles dans l'intimité.

Autour de la mort de Lennon

Pourquoi étions-nous si nombreux cette semaine à pleurer la mort de John Lennon et à verser de vraies larmes devant l'écran de télévision qui nous montrait dans un saisissant flash-back ces quatre jeunes hommes dans leurs complets si «straight» de 1964 puis dans les flamboyants oripeaux qu'ils allaient plus tard arborer? Pourquoi, tout à coup, en marchant rue St-Denis, ce coup au cœur devant un restaurant qui diffusait par haut-parleur leur belle musique?

Bien sûr, c'était en partie sur notre première jeunesse que nous pleurons. Je le dis sans nostalgie personnelle car je fais partie de cette majorité de femmes qui, pour une foule de raisons, sont plus heureuses dans la trentaine qu'à 20 ans. (Je n'ai jamais cru d'ailleurs que quiconque pouvait être vraiment heureux à cet âge si fragile et incertain.)

Ce n'est pas qu'à nos premières jeunesse que nous renvoyait la mort de Lennon. C'est à une charge symbolique considérable: les Beatles ce furent les années '60, l'explosion économique et l'explosion culturelle où tout semblait possible, la révolte étudiante et le début du mouvement des femmes (deux volets de la grande contestation du pouvoir), le Peace and Love et l'écologie, les grands combats contre la guerre du Vietnam et les mouvements de libération nationale qu'on croyait tous porteurs de liberté...

Cette semaine, en même temps que ces souvenirs, nous est revenue avec la même violence la réalité d'aujourd'hui, comme l'envers abîmé d'une médaille: au Vietnam, tranquillement, méthodiquement, la Révolution dévore un à un ses enfants, les Goulag sont partout où des hommes et des femmes ont voulu changer le cours des choses, les clameurs des campus se sont éteintes...

...Et même l'espoir le plus profond, celui que porte la nouvelle parole des femmes, est menacé par Reagan et les autres de la Moral Majority.

Pleurions-nous sur hier? Non mes amis, c'est sur aujourd'hui que nous pleurons.

Quelqu'un que j'aime beaucoup a eu cette réaction: «C'est Lennon des Beatles qui a été tué. Pas Mick Jagger des Stones.» Remarque symbolique. Lennon, cet homme bon, tendre et amoureux, capable de douter de tout y compris de lui-même, si différent de l'autre, le gars de bicyclette de cuir vêtu, le dur macho qui crie pour éloigner l'angoisse. (Je sais que les Stones sont considérés comme ayant été plus fidèles au sens original du rock, mais moi j'ai toujours préféré la musique des Beatles, plus mélodique, moins agressive.)

Symbolique encore: un «beatle» évoque une petite créature légère, inoffensive. «Stone» c'est la pierre, celle qui roule mais qu'on peut aussi lancer. Ainsi donc, sur le coup de l'émotion on se dit: «Le monde c'est fait pour les durs. Ce sont toujours eux qui gagnent.»

Et chez nous? Puisqu'on parle d'espoir et d'espoirs déçus voire de désespoir, il fait bon lire des livres qui parlent de détermination, d'espérances et de projets. «L'Impasse» par exemple, recueil de 12 textes sur l'après référendum écrits par des gens de la gauche non-dogmatique qui



Lysiane Gagnon

viennent du milieu syndical, des groupes populaires, des milieux indépendantistes et de l'université.

Les textes sont d'inégale valeur et le travail d'édition fort mauvais comme en témoignent les innombrables coquilles, mais cette lecture est stimulante, «ressourçante» pourrait-on dire.

Dans leur intelligente introduction, Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard évoquent la possibilité que la gauche, associée depuis 20 ans au projet indépendantiste, en vienne à «reformuler la problématique d'une transformation globale de la société dans des termes qui rendraient inutile sinon désuète l'ancienne terminologie nationaliste. Aussi bien, la crise mondiale qui couve sous le volcan de la faim et de l'exploitation, du pillage des ressources et de la dégradation de l'environnement, pourrait-elle prendre tout le monde de court, gauche et droite, nationalistes et fédéralistes...

(Il est vrai que la colère qui monte de l'hémisphère sud pourrait submerger comme une vague nos délicats problèmes de classe moyenne en proie à l'angoisse constitutionnelle, à mesure que des réfugiés poussés par la misère et le totalitarisme assailleraient à l'instar des boat-people, des Cubains et des Haïtiens les rives des pays bien nantis.)

Lire l'excellent texte d'André Leclerc, permanent à la FTQ, qui constitue l'une des premières autocritiques vivantes et concrètes émanant du milieu syndical. Lire, au moins pour le style, Pierre Vallières qui voit les choses de fort haut et évoque, «après les intermèdes Reagan-Ryan», une «secousse populaire... (qui rappelle) aux hommes que l'ordre du monde n'est pas figé et que le réveil, même anarchique, est préférable aux chaînes longues de la résignation.»

Lire Andrée Bertrand-Ferretti, qui dit comment le PQ a évalué le contenu subversif et mobilisateur de l'idée d'indépendance au profit d'un projet qui était inévitablement voué à l'échec. (Sur le PQ, les auteurs du livre ont des jugements très durs dans l'ensemble mais il y a aussi des compléments, des sympathies et surtout une énorme déception.)

Lire surtout le remarquable article de Jean-Robert Sansfaçon, qui intègre dans une perspective qui ne décolle jamais du réel les projets sociaux et culturels contemporains susceptibles de renouveler la vision de la gauche indépendantiste. En le lisant, on a cette impression bienfaisante d'entendre enfin une parole dégagée des dogmes, des clichés et des naïvetés si courantes en milieu de gauche, une parole neuve et libératrice, venant d'un homme qui a le sens profond de l'égalité et de l'autonomie (y compris celles que revendiquent les femmes). Disons, un John Lennon qui serait politique...

(1) Aux Editions Nouvelle Optique.

Cette chronique reviendra le mardi 23 décembre.

SANCTIONS CONTRE L'URSS

Le Canada ne veut pas être le «dindon de la farce»

En dépit de la violente dénonciation par le Canada de l'invasion de l'Afghanistan, le mois dernier à la conférence de Madrid, Ottawa vient de lever son embargo sur les livraisons de céréales à l'URSS, embargo qui avait justement été décidé à la suite de l'intervention de Moscou à Kaboul. C'est dire que les impératifs économiques et commerciaux l'ont, cette fois encore, emporté sur l'aspect «moral» de la politique étrangère canadienne, surtout qu'Ottawa est convaincu qu'il sort perdant de cette opération.



FRANCINE OSBORNE

Mais y a-t-il vraiment eu embargo? A Ottawa, on l'a qualifié de «parti», car de juillet 1979 à juillet 1980, le Canada a vendu 3,8 millions de tonnes de céréales à l'URSS.

En endossant l'embargo proposé par Washington, l'an der-

nier, le Canada s'était engagé à limiter ses ventes de céréales à des niveaux «normaux». Le gouvernement conservateur de M. Clark avait alors fait la moyenne des achats soviétiques au cours des dix dernières années et en était arrivé au chiffre de 3,8 millions de tonnes métriques. Et c'est cette quantité qui a été vendue à Moscou, Ottawa s'engageant également à ne pas remplacer les approvisionnements refusés par Washington à l'URSS.

C'est surtout l'attitude des Etats-Unis, sans pour autant qu'il y ait changement de politique à Ottawa face à l'Afghanistan, qui a suscité le geste du Canada.

En octobre, les Etats-Unis ont conclu un important marché avec la Chine, s'engageant à livrer à Pékin entre 6 et 9 millions de tonnes métriques de blé pendant quatre ans. Or, la Chine est un fidèle client du Canada depuis plusieurs années et Ottawa a vu d'un mauvais oeil cette rupture américaine sur le marché. De plus, le contrat américain prévoit que si Pékin veut plus de 9 millions de tonnes, il

devra les acheter aux Etats-Unis, ce qui a ajouté à la colère d'Ottawa.

Le sénateur Hazen Argue, ministre responsable de la Commission canadienne du blé, a qualifié l'attitude américaine d'agressive et la décision d'Ottawa constitue en quelque sorte des représailles à l'endroit de Washington.

En outre, le Canada avait un peu l'impression d'être le «dindon de la farce» dans cette affaire. En effet, l'Australie, qui participe à l'embargo, et l'Argentine, qui avait été sollicitée, ont considérablement augmenté leurs ventes de blé à l'URSS au cours de la dernière année. Le Canada s'est alors retrouvé au quatrième rang des fournisseurs à l'URSS d'ici à août 1981, la transaction étant évaluée à \$450 millions, soit en moyenne \$3,000 pour chaque producteur canadien.

Il ne faut pas oublier non plus que la récolte canadienne de cette année a été très bonne. Statistique Canada rapporte une hausse de 11,3 p. cent à 702,9 millions de boisseaux, comparativement à 631,4 millions de boisseaux en 1979.

Il faut que ce blé s'écoule et c'est pourquoi Ottawa vendra 2 millions de tonnes de blé de plus à l'URSS d'ici août 1981, la transaction étant évaluée à \$450 millions, soit en moyenne \$3,000 pour chaque producteur canadien.

Malgré tout, le ministre des Affaires extérieures, Mark MacGuigan, a déclaré devant un comité des Communes que le Canada n'a nullement modifié sa politique face à l'URSS et à la question afghane. Dans un communiqué, le ministre souligne que l'occupation soviétique constitue un obstacle majeur à l'amélioration des relations entre le Canada et l'URSS. Ottawa décourage d'ailleurs les échanges culturels, universitaires et sportifs entre les deux pays, comme en témoigne le boycottage des Jeux de Moscou.

Malgré tout, les relations commerciales entre l'URSS et le Canada se portent très bien. Pour 1979, les exportations canadiennes ont été de \$762,953,000 et les importations d'URSS de \$64,088,000. Pour la première moitié de 1980, les exportations ont atteint \$444,896,000 et on peut donc prévoir que, pour l'ensem-

ble de l'année, il y aura hausse. Quant aux importations, de janvier à juin 1980, elles étaient en baisse, à \$26,029,000.

Conséquences du geste d'Ottawa

Chose certaine, la décision du Canada a quelque peu surpris Washington qui, cette semaine, a adressé à M. MacGuigan une demande d'explication.

Cependant, l'embargo céréalière était une initiative du président Carter et, pendant la campagne électorale, Ronald Reagan s'y est fermement opposé, le qualifiant d'inefficace. M. Reagan n'est d'ailleurs pas connu pour être un chaud partisan de la réglementation des marchés.

Toutefois, le président élu a également déclaré qu'il favorisait l'adoption de la ligne dure face à Moscou et a invité les alliés des Etats-Unis à l'imiter.

De plus, le sénateur Charles Percy, qui doit prendre la tête de la Commission du Sénat sur les Affaires étrangères, vient d'effectuer un voyage de «reconnaissance» à Moscou et, à son retour, il a recommandé le maintien de l'embargo. Wash-

ington voudra peut-être en faire un argument de négociation pour obtenir des concessions des Soviétiques, au moment où ceux-ci ont des difficultés d'approvisionnement alimentaire. En effet, la récolte de 191 millions de tonnes de céréales, cette année en URSS, a été qualifiée de «désastreuse» par les experts occidentaux. La levée de l'embargo canadien pourrait cependant enlever du poids aux arguments américains dans ce domaine.

Néanmoins, même si les Etats-Unis voulaient lever prochainement leur embargo, ils ne pourraient exporter davantage de céréales en URSS sans créer une pénurie aux Etats-Unis et faire monter les prix des aliments dans leur pays, car leurs réserves de cette année sont déjà vendues.

Du côté canadien, Ottawa n'hésite pas à condamner les actions de l'URSS sur la scène internationale, mais le Canada n'est certainement pas prêt à mettre en cause l'économie et le commerce du pays pour autant, de sorte que les relations commerciales Canada-URSS sont florissantes.



Pierre Foglia

Vingt dollars

■ Hier matin en partant de chez nous j'avais \$20 en poche. En les vidant hier soir avant de me coucher il me restait \$1.27. Je n'ai rien acheté de particulier, je ne suis pas allé dans les bars et j'ai mangé au restaurant pour \$3.85. Restent \$14.88. Où sont-ils passés? Qu'est-ce qu'on fait avec notre argent? C'est une question que je vous pose, parce que moi je n'en ai aucune idée.

On parle d'argent de nos jours comme on parlait de cul il y a vingt ans: tout sur la performance, rien sur le train-train quotidien. Pourtant une maison de \$60,000, une job de \$30,000, une auto de \$8,000 c'est bien ça que ça veut dire: \$327 sur ton compte de banque et \$20 en poche un vendredi matin, avec les courses pas faites.

Et je n'ai même pas de maison ni de char de ce prix-là. Mais ça revient au même, je paie plus cher pour habiter dans la maison d'un autre et mon auto boit en huile les économies que j'ai faites en l'achetant usagée. J'en étais donc là vendredi ma-

tin, quand je suis sorti avec \$20 en poche...

Ah oui, j'ai acheté le Devoir. Comme tous les matins en me levant. 25 sous. Ce n'est pas cher quand on pense que pour dix sous on a seulement deux boules de gomme ballonne et que le suçon est rendu à 15 sous. Et puis c'est un bon journal. Il y en a qui disent qu'il se lit moins vite que le «Journal de Montréal», je ne suis pas d'accord. Dans le «Journal de Montréal» des fois il y a des nouvelles qu'on est obligé de lire, par exemple «Elle se plante un clou dans la tête, exclusif, pages 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 84.» Le Devoir c'est le contraire, rien pour piquer votre curiosité, prenez ce matin, la manchette sur les taux d'intérêt, le voyage de Lévesque en Wollonie, le cabinet de Reagan, le bordel dans les cuisines des Communes et les Albertains qui détestent Trudeau... ça m'a pris une minute pour lire les titres de la première page, et mon café n'était pas arrivé sur la table que j'étais déjà rendu aux mots croisés...

Ah oui, le café. 85

sous, deux croissants à 60 sous chaque, plus le tip... Combien j'ai donné de tip au fait? Dans ce café-là on dépose le tip dans une soucoupe à côté de la caisse et les matins où je suis cassé, je laisse tomber des cents juste pour faire du bruit dans la soucoupe. Pour donner le change si j'ose dire... Ce matin?... mettons 20 sous de pourboire, ça donne \$2.35 pour le petit déjeuner. Reste tout de même bien \$12.53 à retracer. Où?

Ah oui, ça me revient maintenant, je suis allé chez le nettoyeur. Deux pantalons et trois chemises à mon fils qui m'avait laissé une note désespérée, la veille sur mon bureau: «Papa urgent, grave, tragique, nettoyeur. Ton fils tout nu... Ils sont très sévères sur la tenue à son école. Comme dans toutes les écoles privées. La propreté d'abord, l'imagination ensuite, d'ailleurs les jeans n'ont jamais donné d'imagination à personne et en plus c'est malpropre...»

Je me console en me disant que ce n'est pas pour qu'il apprenne ça que je paie,

mais pour le plaisir de le lui désapprendre quand il revient à la maison. C'est un plaisir qui me coûte cher en nettoyeurs à sec! \$5.50 à matin!... Au moins, cet enfant-là ne pourra pas dire que j'ai négligé son éducation. Il en reçoit deux, complètement opposées. Si ce n'est pas moi qui gagne, tant pis, c'est qu'il aura mérité d'être propre.

Ah oui tiens, ça me revient maintenant... je sais où est passé le reste de mon

cigarettes et j'ai mis pour \$5 de gaz dans mon auto... Ce véhicule-là est en train de me coûter une fortune. De ruiner ma santé aussi: j'ai passé une nuit de cette semaine dans un garage de la rue Saint-Hubert, trois heures assis sur une chaise entre une machine à coke et une armoire à balais. Les pieds baignant dans un mélange de slotche et d'huile. J'ai attrapé une pneumonie à chaque fois que quelqu'un ouvrait la porte, toutes les 30 secondes...

Eh bien voilà, les comptes sont faits. Je sais où est passé mon vingt. Par un beau vendredi de décembre, j'ai acheté «Le Devoir», j'ai pris un café avec deux croissants, je suis allé chez le nettoyeur et j'ai mis du gaz dans mon char...

Tout ça pour vingt dollars. Comme disait l'autre... Non, pas comme disait l'autre. Comme disait un imbécile heureux qui aurait mieux fait de se taire: «On n'est pas payé cher, mais on a du fun.»

Si
votre cave
est pleine
d'objets
dont vous
ne vous
servez
plus...

Les annonces
classées
285-7111

Julien Orfèvres et Horlogers
1180 ouest, STE-CATHERINE, 866-9081
VASTE CHOIX DE BIJOUX 10K, 14K, et 18K — BELLE QUALITÉ — SERVICE DE RÉPARATION 24 HEURES
VENDEURS et AGENTS OFFICIELS de
OMEGA, LONGINES, PIAGET
BULOVA, GIRARD PERREGAUX
CONCORDE
NOUS RÉPARONS ET ENTRETENONS
LES MONTRES DE TOUTES MARQUES

Bonnesouche

Il arrive que la nature se surpasse... c'est alors que prend racine un vin de véritable bonne souche.



S.A. 626 D \$4.60
Gravel Liqueurs Inc.
731-3919

Un Berger deux Moutons.
3 vins exquis de la famille Rothschild

Gravel Liqueurs Inc. 731-3919

SUBVENTION GOUVERNEMENTALE
AVANT 1961 JUSQU'À
\$1,000

Mousse Rapco
Laine soufflée
Permis no: 1526-5176
• Service 24 heures
• 20 ans d'expérience
• Garantie écrite

Nous faisons aussi la
réfection de toitures
membranes

ISOLATION PLUS • Financement sans intérêt
• Estimation gratuite
GÉRALD L'ITALIEN, PROP.
6341, rue Fabre
Montréal — 270-9238
270-9238
270-3833

Collège de Montréal
Institution privée déclarée d'intérêt public
dirigée par les Prêtres de Saint-Sulpice

**COURS SECONDAIRE COMPLET
EXTERNAT POUR GARÇONS**

EXAMENS D'ADMISSION
Pour Secondaire I, les samedis 10 et 17 janvier 1981
Pour Secondaire II, le samedi 17 janvier 1981
8h45 a.m. Durée de l'examen:
trois heures (9h à 12h)
Apporter le bulletin de l'année en cours et celui de l'année précédente
(si ce n'est déjà fait)
Après entente, des bourses d'études sont disponibles

Renseignements: 933-7397, poste 38
1931 ouest, rue Sherbrooke, Montréal H3H 1E3
(Station de métro Guy)

LES ANNONCES CLASSÉES
la presse
285-7111

Plus de 8 000 jeux éducatifs!
J'ai trouvé!
brault et bouthillier
pour tous mes cadeaux d'enfants

Grand stationnement à la disposition de notre clientèle

Quoi de mieux que des jeux éducatifs qui amusent l'enfant tout en l'éduquant! Chez Brault et Bouthillier, même durant la période achalandée des Fêtes, on a sur place des conseillers attentifs pour vous guider dans vos choix. Quels que soient l'âge de l'enfant (de la naissance jusqu'à 16 ans), son caractère, ses goûts, ses aptitudes, n'hésitez pas à nous demander conseil. Bref, chez Brault et Bouthillier, pour vos cadeaux... on a des idées plein la tête!

Horaires des Fêtes:
9 h à 21 h du 11 au 23 déc.
9 h à 17 h le 24 déc.

B B brault & bouthillier
700, rue Beaumont, Montréal 273-1454

CHARGES VISA MasterCard Cartes Visa et Master Charge.

POUR L'ULTIME HOMME

Pour les îles, une création
HENRI VEZINA

HENRI VEZINA 243 A BOUL DES LAURENTIDES, LAVAL 669-1751

THE WATCH DOCTOR JEWELLERS LTÉE
• BESOIN D'ARGENT?
PRÊT DISPONIBLE SUR TOUT OBJET D'ART
ACHETONS TOUS MÉTAUX & PIERRES PRÉCIEUSES
BIJOUX DE SUCCESSION
• COMPTANT
TOUT ACHAT OU PRET DU PLUS PETIT AU PLUS GROS
6700 CÔTE DES NEIGES 735-0621

BIJOUX EN OR

60 à 75% de rabais

INCROYABLE
MAIS VRAI

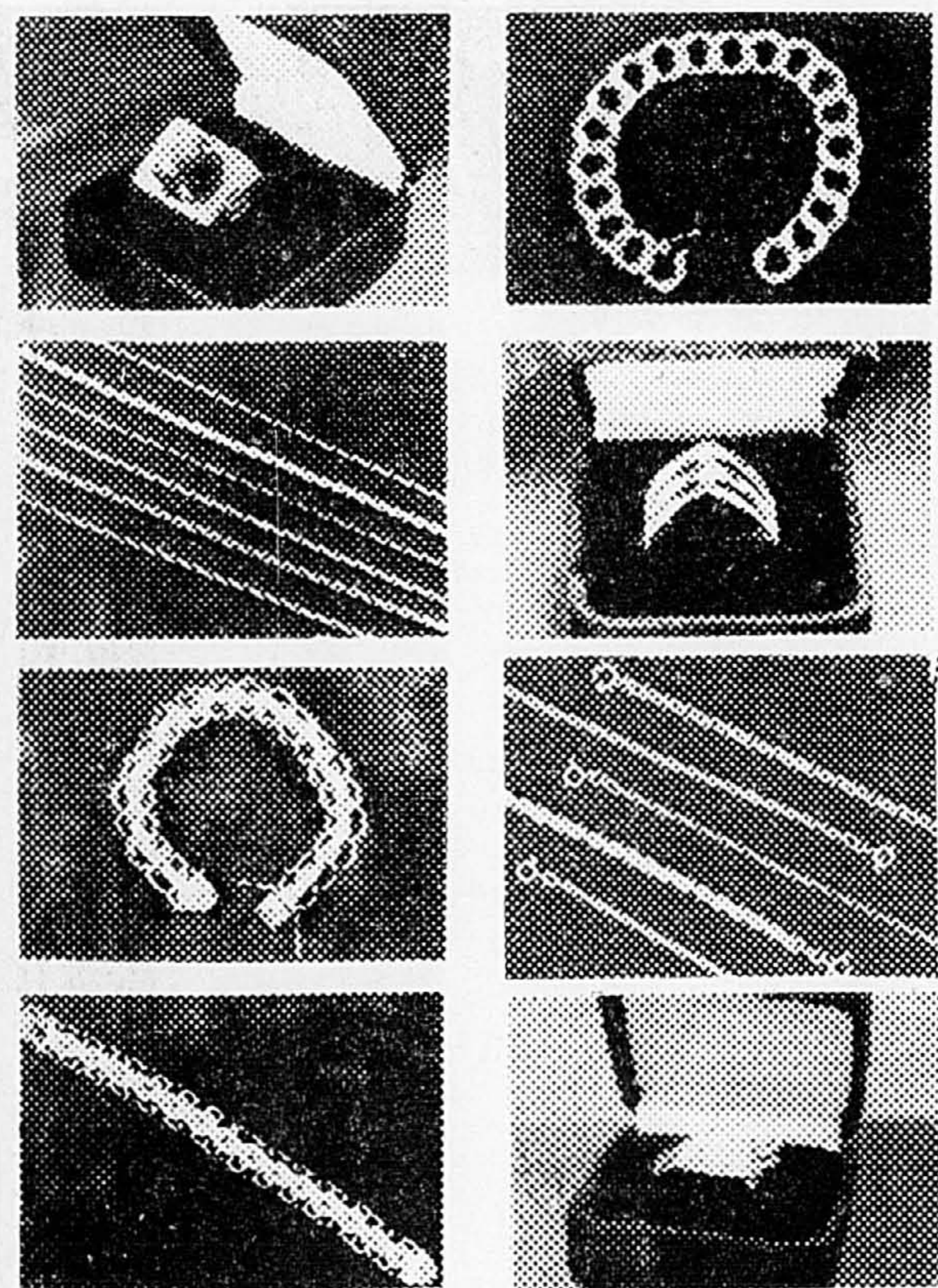
CHAQUE

article a été pesé sur balances électroniques. Chaque article est marqué 10K, 14K, 18K. Chaque article porte étiquette indiquant le prix courant et le prix de vente.



10% DE RABAIS SUPPLÉMENTAIRE SUR PRÉSENTATION DE L'ANNONCE

Ord. \$156.00
Prix spécial \$56.00
10K 2.89 grammes



TOUS LES ARTICLES EN BOÎTES-CADEAUX

AJOUTER TAXE DE VENTE PROV. DE 8%

Principales cartes de crédit acceptées

Samedi 10h a.m., à 4h p.m.

Venez et furetez

842-5475



COTATIONS ENREGISTRÉES
24 HEURES PAR JOUR

Depuis le lundi 29 septembre, notre NOUVEAU numéro de téléphone pour les cotations est 842-8711. Cotations établies à la minute. Des 8h a.m.

ORGOLD CORPORATION
240 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec
«LES SPÉCIALISTES EN MÉTAUX PRÉCIEUX»

La veuve de Lennon: éviter le désespoir

■ Le suicide de deux admirateurs de John Lennon inquiète beaucoup Yoko Ono. Au cours d'une entrevue qu'elle a accordée hier, la veuve du célèbre «Beatle» a demandé aux gens de ne pas se laisser aller au désespoir. «Je crains, dit-elle, que contrairement à ce que nous croyons, John et moi, on prenne cette mort pour la fin de quelque chose, d'une époque, par exemple. Mais tout ne fait que commencer et nous savons que le sort des années 80 dépend de chacun de nous», a-t-elle ajouté.

La plupart des stations de radio américaines ont décidé qu'au lieu de respecter un dix minutes de silence en hommage à John Lennon, elles feraient plutôt jouer la musique des Beatles toute la journée, dimanche. Toutefois, le quart des stations de radio au Canada et quelques stations de New York, San Francisco et Detroit resteront silencieuses dix minutes, à compter de 14 heures dimanche.

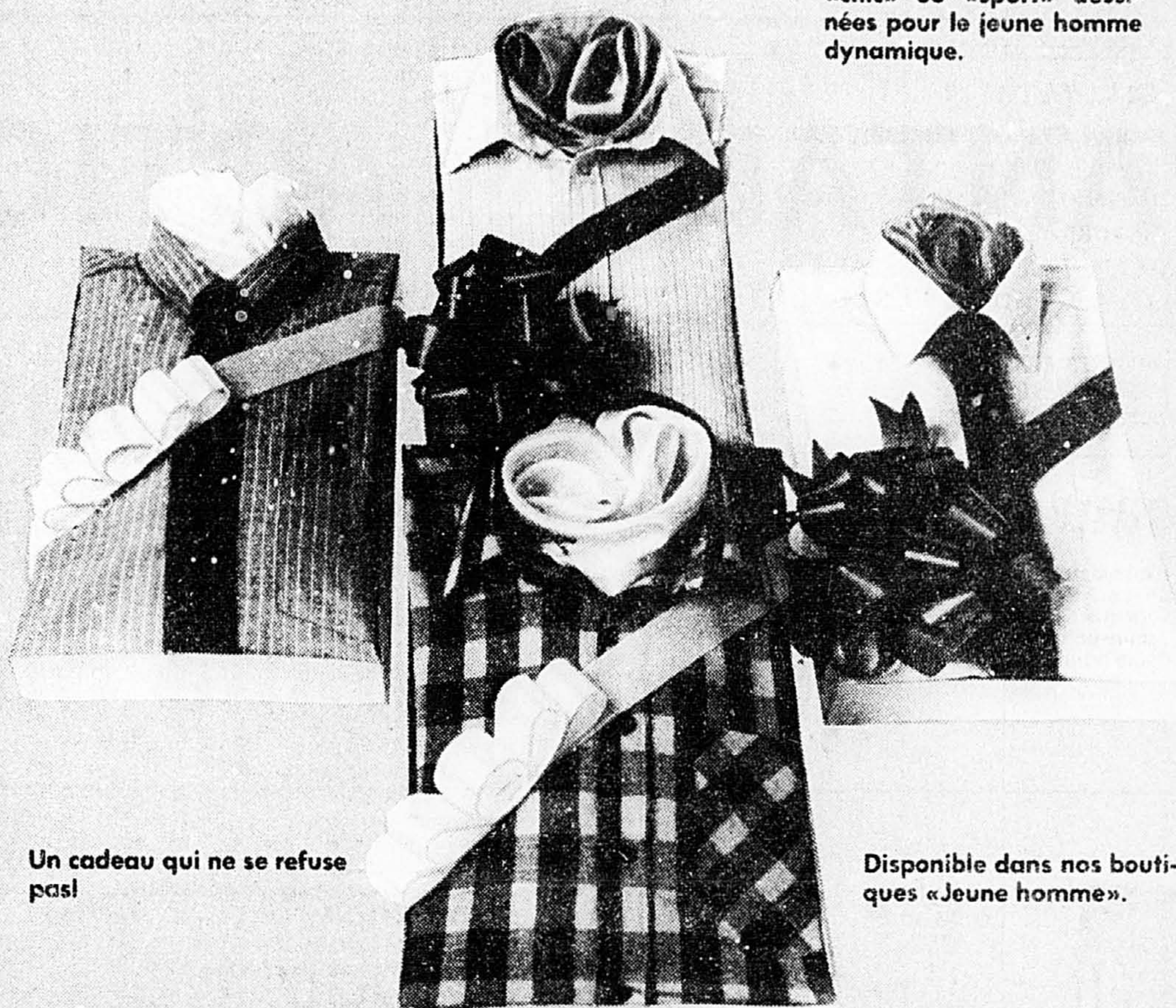
Un producteur de disques de Nashville, Shelby Singleton, a sorti un 45 tours intitulé «John», jeudi, en mémoire de John Lennon. La chanson a été composée immédiatement après la mort de Lennon lundi et enregistrée le lendemain par le groupe «Baxter Baxter and Baxter».

SAUVÉ FRÈRES

vous propose pour Noël

chauvin
INTERNATIONAL

Sauvé Frères vous présente une collection complète de chemises d'allure «chic» ou «sport» dessinées pour le jeune homme dynamique.



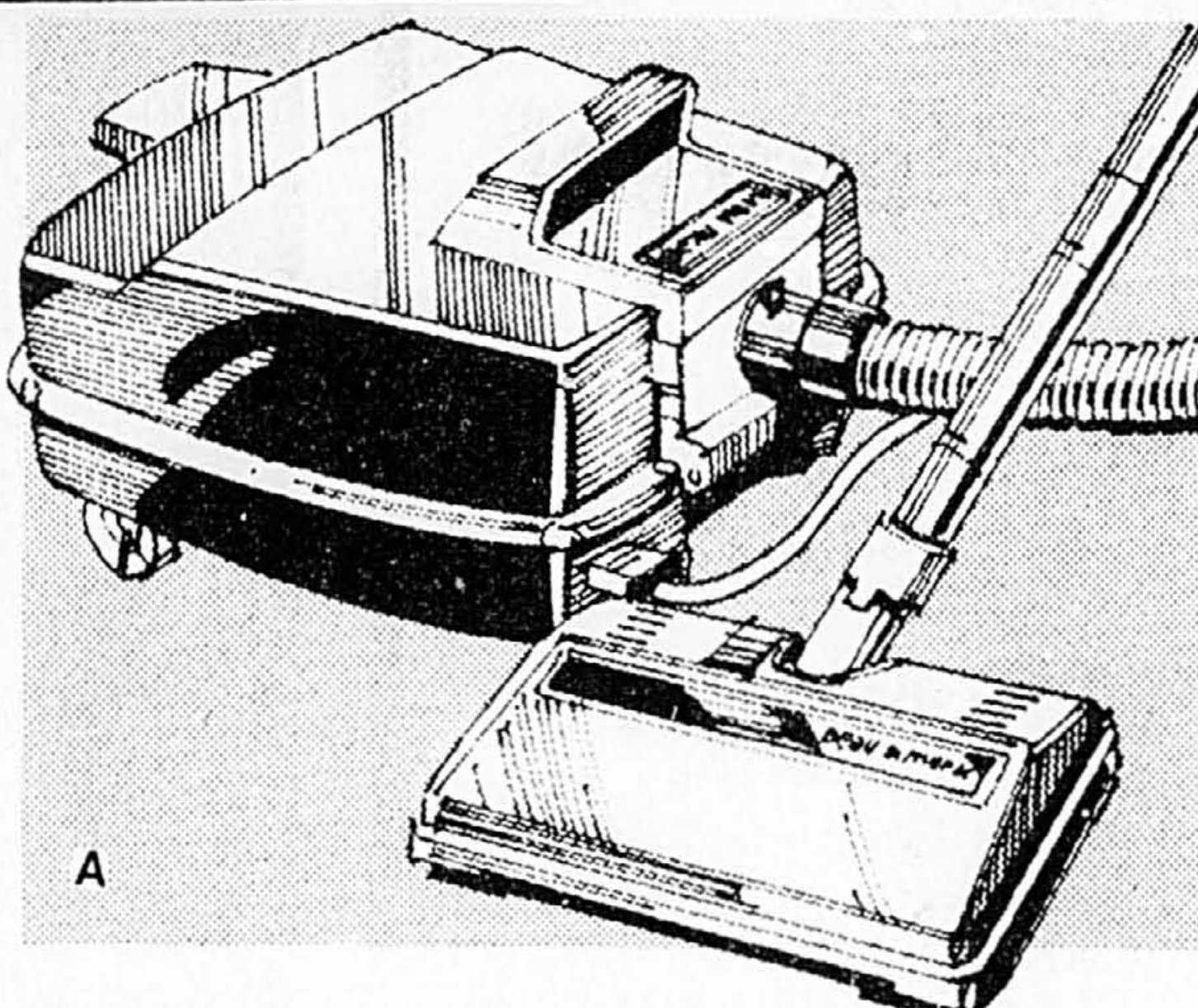
Un cadeau qui ne se refuse pas!

Disponible dans nos boutiques «Jeune homme».

6554, Plaza Saint-Hubert / Centre Laval / Les Galeries d'Anjou / Carrefour Laval / Complexe Desjardins
273-6392 688-6292 351-6810 681-9213 281-1611

Simpsons

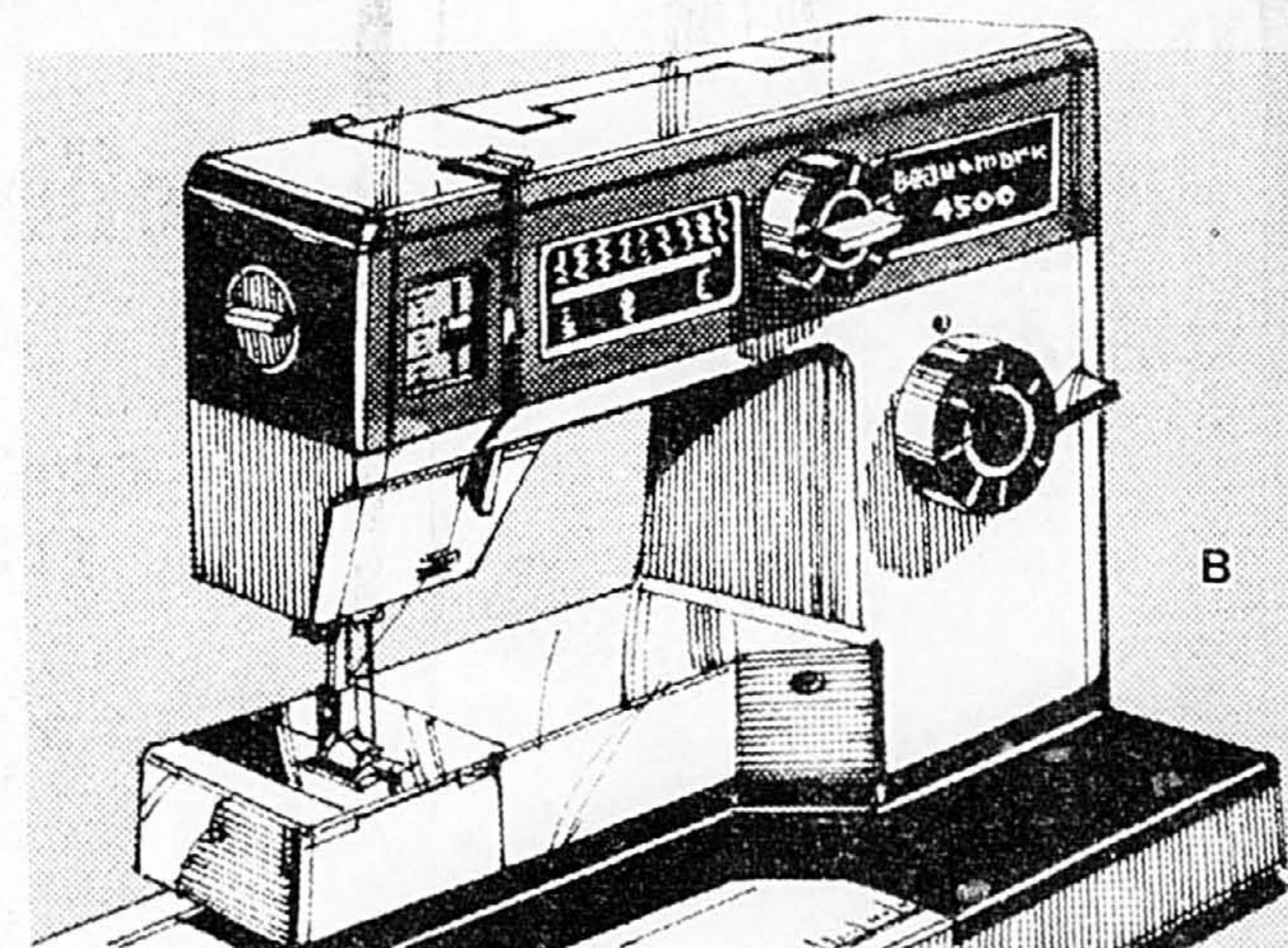
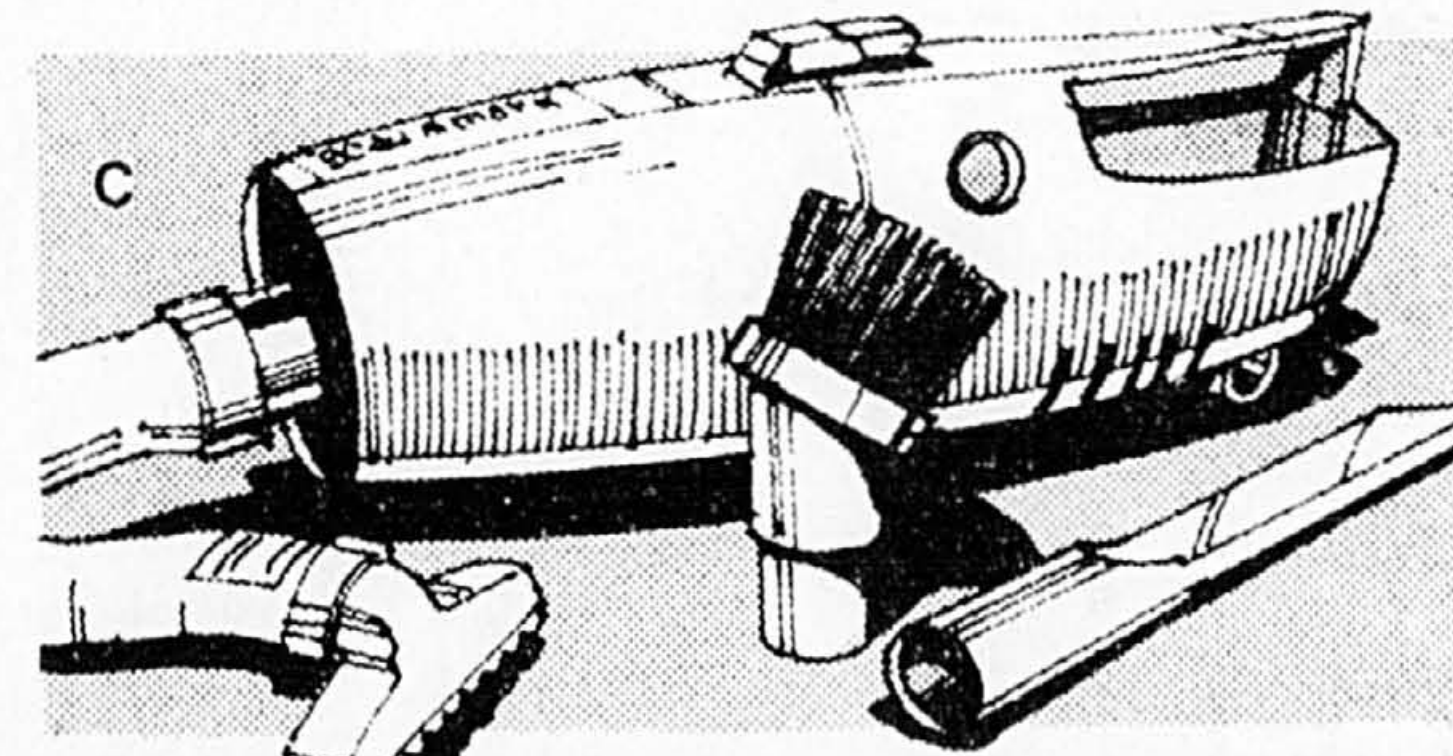
Beau*mark Les nouveaux électroménagers chez Simpsons



Aspirateur avec «Powerhead»

A. Barre de battage / brosse et dispositif automatique «Powerhead» réglable pour nettoyage en profondeur. Pare-chocs pour protéger les meubles. Brosse pour meubles capitonnés, rallonges acier chromé. Interrupteur à pédale. Boyau vinyle. Cordon 15'. Modèle 8200.

Prix Simpsons 169⁹⁹



Machine à coudre bras libre

B. Peut se transformer en machine à coudre ordinaire. Construction en aluminium moulé. Choix de 15 points. Guide-boutonnieres incorporé. Pied-de-biche s'enclenchant, dispositif de réglage de pression. Espace de rangement pour accessoires, mallette et contrôle. Modèle 4500.

Prix Simpsons 499⁹⁹

Aspirateur manuel

C. Moteur à vitesse unique, 3,0 ampères. Robuste carter ABS. Comprend 3 accessoires pour le nettoyage des murs et plinthes. Boyau 6'. Modèle 7000.

Prix Simpsons 64⁹⁹

Rayon 371, au sixième, centre-ville.
Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... 842-7221 jour et nuit.
ou composez

Événements spéciaux aux 5 magasins Simpsons

(sauf indication contraire)

LE PÈRE NOËL

vous attend chez Simpsons

Emmenez les enfants rencontrer le Père Noël! Tous les lundis, mardis, mercredis et samedis de 11h à 4h de l'après-midi, les jeudis et vendredis de 11h à 6h du soir. Au deuxième, centre-ville seulement.

VEenez VOIR POPEYE CHEZ SIMPSONS, CENTRE-VILLE

Aujourd'hui, samedi le 13 décembre

Mettez-vous à la recherche de notre propre Popeye qui sera dans le magasin à partir de 10h du matin.

Vous le reconnaîtrez tout de suite.

Il distribuera 200 laissez-passer pour deux, aux enfants de 6 à 12 ans visitant le magasin en compagnie de leurs parents.

Chaque laissez-passer est valable pour le film musical «Popeye» qui sera projeté en séance spéciale samedi le 20 décembre au cinéma Loews #2. Visitez aussi la boutique de Popeye, près du Père Noël au deuxième. C'est de là que Popeye commencera son tour à travers le magasin.

Consultez chaque jour les annonces de Simpsons pour plus de renseignements sur ces événements.

Visitez le Pays des jouets chez Simpsons

Une collection fantastique de jouets pour les enfants de tous les âges. Venez dès maintenant, pour un meilleur choix.

Évasion eplottes de Noël à l'Hôtel Bonaventure

Une chambre pour la nuit de 13h à 13h (24 heures). 22.50 par personne tarif basé sur une occupation double. Petit déjeuner, sac d'éplottes, échantillons, livre des cadeaux Simpsons et coupons de rabais. Réservez votre chambre en demandant le «Special Simpsons» pour achats agréables. Composez: (514) 878-2332.

En vigueur jusqu'au 25 janvier 1981.

MESSIEURS! Ne manquez pas le Défilé de mode Simpsons

Présenté à l'Escapade du Château Champlain le mardi 16 décembre de 17h30 à 19h30. C'est un défilé-cocktail pour vous aider dans le choix de vos cadeaux. Les dames sont les bienvenues.

Réervations 878-1688, poste 207

Billets \$5 comprenant des hors-d'oeuvre chauds et froids.

LES 5 MAGASINS SIMPSONS

OUVERTS CE SOIR JUSQU'À **9 H**

et tous les soirs jusqu'au 23 décembre

PANTALON ACTION DE «LEVI'S»

Exclusif à Simpsons...
le pantalon le plus confortable
qu'un homme puisse porter!

- Bande de taille extensible qui «respire» avec vous

- Coupe mince et élégante

- Tissu extensible de haute qualité pour une plus grande aisance de mouvement.



**Pantalon «Action»
pour hommes**

\$33

Prix Simpsons

Le pantalon le plus couru de la saison chez Simpsons! Pantalon «Action» de «Levi's» en gabardine 100% polyester «texturized» tissé, extensible 2 sens, de qualité supérieure. Lavable à la machine. Bande de taille extensible dissimulée pour plus de confort. Vaste choix de couleurs à agencer avec vos pulls et chemises: marine, brun, gris bruyère, brun bruyère ou tan.

Rayon 264, au deuxième, centre-ville
 Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno

Venez, écrivez... ou composez **842-7221** jour et nuit

TAILLES

Tour de taille		29	30	31	32	33	34	36	38	40	42
Jambes	30	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	31				X	X	X	X	X	X	X
	32	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	34		X		X	X	X	X	X	X	

